

**Centre de recherche pour le développement international (CRDI) / International
Development Research Center (IDRC)**
Division des partenariats et du développement des affaires / Partnership and Business
Development Division

**L'enseignement supérieur et la recherche en Afrique subsaharienne: analyse et
portrait des acteurs impliqués**

Sophie Morin, consultante

Version finale
Juillet 2009

TABLE DES MATIÈRES

1. Rôle et approche des acteurs en enseignement supérieur et en recherche : état des lieux, tendances et perspectives.....	2
1.1. Quelques tendances.....	2
1.2. L'appui technique et financier des donateurs bilatéraux	4
1.3. L'approche des donateurs multilatéraux	7
1.4. L'intervention des institutions financières.....	11
1.5. L'implication des fondations privées.....	13
1.6. Le rôle des associations, des réseaux et des autres acteurs institutionnels	14
2. Portrait des acteurs institutionnels en enseignement supérieur et en recherche en Afrique subsaharienne.....	17
2.1. Paramètres de recherche	17
2.2. Bilatéral.....	18
2.2.1. Agence canadienne de coopération et de développement international (ACDI)	18
2.2.2. Department for International Development (DFID)	18
2.2.3. United States Agency for International Development (USAID)	20
2.2.4. Ministère fédéral de la Coopération internationale, Allemagne (BMZ)...	22
2.2.5. Agence suédoise de coopération et de développement international (SIDA)	23
2.2.6. Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD)	24
2.2.7. Netherlands organization for international cooperation in higher education (NUFFIC).....	25
2.2.8. Direction du développement et de la coopération - Suisse (DDC).....	26
2.2.9. Agence française de Développement (AFD)	28
2.2.10. Direction générale de la coopération au développement - Belgique (DGCD)	28
2.3. Multilatéral.....	31
2.3.1. Agence universitaire de la francophonie (AUF).....	31
2.3.2. Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).....	33
2.3.3. European Union	36
2.3.4. African Union	37
2.4. Institutions financières	39
2.4.1. Banque mondiale	39
2.4.2. Banque africaine de développement (BAD/AFDB)	41
2.4.3. Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)	42
2.5. Fondations privées	45
2.5.1. Partnership for Higher Education in Africa (PHEA).....	45
2.5.2. John D. and Catherine T. MacArthur Foundation	48
2.5.3. Andrew W. Mellon Foundation	48
2.5.4. Kresge Foundation	49
2.5.5. Ford Foundation.....	50
2.5.6. Carnegie Corporation of New York.....	51
2.6. Associations, réseaux et autres acteurs institutionnels	51
2.6.1. Association of Commonwealth Universities (ACU)	51

2.6.2.	Association des universités africaines (AUA/AAU)	52
2.6.3.	Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA)	54
2.6.4.	Conseil Africain et Malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES)	56
2.6.5.	Conférence des Recteurs des Universités Francophones d'Afrique et d'Océan Indien (CRUFAOCI)	57
2.6.6.	Association of University Administrators (AUA)	57
2.6.7.	West African Research and Innovation Management Association (WARIMA)	58
2.6.8.	Southern African Research and Innovation Management Association (SARIMA)	59
2.6.9.	Education Partnerships in Africa (EPA)	60
2.6.10.	Réseau pour l'Excellence de l'enseignement supérieur de l'Afrique de l'Ouest (REESAO)	61
2.6.11.	Commonwealth Scholarships Commission (CSC)	62
2.6.12.	Association for the Development of Education in Africa (ADEA)	62

INTRODUCTION

La multiplication des acteurs dans le secteur de l'enseignement supérieur est une réalité commune à l'ensemble des pays. Cependant, la forme que prennent leur approche et leur stratégie en Afrique subsaharienne est tout à fait particulière, car elle s'inscrit dans un souci de dynamiser le développement économique de cette région, déjà aux prises avec des défis importants. L'enseignement supérieur, comme catalyseur de la croissance économique n'est d'ailleurs pas un discours exclusif à l'Afrique. Les principaux pays donateurs entretiennent le même discours pour leur propre système d'éducation supérieur. Des considérations identiques se dégagent également des politiques et des stratégies adoptées par les organisations internationales multilatérales.

L'ensemble des acteurs et des donateurs répertoriés dans ce document partagent l'idée que l'éducation supérieure a trop longtemps été négligée au profit de l'éducation de base et qu'il faut veiller à «rééquilibrer le système». Plusieurs approches sont ainsi préconisées. Certaines misent sur un appui financier, d'autres optent pour la mobilité des étudiants et des chercheurs. D'autres encore préfèrent cibler la recherche ou bien l'accès à Internet et aux nouvelles technologies. Quoiqu'il en soit, les projets sont nombreux et le suivi de ce dossier permettra de remettre fréquemment à jour les programmes et les initiatives financés par les donateurs ainsi que le type d'appui préconisé par les associations, les réseaux et les forums.

Établir un portrait des acteurs institutionnels devient ainsi un outil de référence afin de mieux comprendre les rouages d'une telle activité autour des universités africaines; plus spécifiquement en Afrique subsaharienne, avec une attention particulière pour l'Afrique de l'Ouest. Cet outil s'inscrit dans la réflexion entamée par le CRDI sur la place de la recherche universitaire en Afrique de l'Ouest.

L'objectif de ce document est d'identifier les acteurs institutionnels impliqués dans l'appui technique et financier en enseignement supérieur et en recherche. La première partie du document consiste en une analyse du rôle et de l'approche des acteurs et des donateurs. La seconde section du document est descriptive et présente le portrait des donateurs et des acteurs institutionnels en enseignement supérieur et en recherche en Afrique subsaharienne.

La méthodologie a consisté à extraire l'information des sites Internet des donateurs et des acteurs internationaux, régionaux et continentaux. Certaines publications ont été consultées (répertoriées dans la bibliographie), notamment celles des organisations multilatérales. Cette façon de procéder constitue une limite importante car elle ne permet pas d'anticiper les intentions futures des organisations et exclut certains acteurs institutionnels intervenant en enseignement supérieur, mais pour lesquels aucune information valable et pertinente n'a été répertoriée sur la toile, pour le moment.

1. RÔLE ET APPROCHE DES ACTEURS EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET EN RECHERCHE : ÉTAT DES LIEUX, TENDANCES ET PERSPECTIVES

1.1. Quelques tendances

La majorité des acteurs concentrent leurs actions dans le renforcement des capacités. Selon Vincent-Lancrin, l'acquisition de compétences dans le renforcement des capacités s'oppose au transfert des technologies ainsi qu'à l'assistance technique qui ont démontré depuis leurs limites (OCDE, 2007). Il s'agit en fait de miser sur le développement des capacités locales et moins sur le transfert des connaissances et de l'assistance technique.

La mise en réseau et les partenariats régionaux sont également deux tendances que l'on retrouve dans les stratégies d'intervention. La majorité des acteurs possèdent des plans d'action qui conjuguent les efforts et surtout mettent en commun les bonnes pratiques et les projets de recherche afin de renforcer les établissements et d'ainsi contourner les problèmes de financement.

Il y a une volonté de faire de l'université un instrument qui va répondre d'abord et avant tout aux réalités locales et régionales et être un moteur direct du développement économique et social : un élément central à l'ensemble des stratégies des acteurs institutionnels présentés dans ce document. Il est intéressant de constater que cette volonté se traduit parfois par l'application de politiques externes souvent influencées par des réalités non liées à celles de l'Afrique subsaharienne.

Un autre domaine de prédilection des acteurs consiste à combattre la fracture numérique, considérée comme une menace pour le développement de l'Afrique. Le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche bénéficie largement des programmes d'intégration des Technologies de l'information et des communications (TIC). La Banque mondiale, l'UNESCO, l'Union Africaine, l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et les États en font l'une de leur priorité. Il faut outiller les étudiants, les enseignants et les chercheurs afin de combattre l'isolement des établissements et de mieux comprendre leur environnement immédiat en créant des outils notamment pour augmenter les publications dans les universités, mais également pour avoir accès à celles des autres établissements ailleurs dans le monde.

Les partenariats nord-sud et aussi sud-sud sont souvent invoqués dans le renforcement des capacités, ce qui pourrait entraîner une certaine forme de compétitivité entre les institutions du nord, notamment dans le secteur de la mobilité des personnes et de la mobilité de l'expertise des institutions des pays donateurs. L'Europe semble déterminée, à travers la création de l'espace européen de la recherche, à permettre à des chercheurs du sud de parfaire leur formation et apprentissage sur son territoire. Cette stratégie de rétention des personnes, qui n'est pas unique à l'Europe, mérite d'être suivie compte tenu du potentiel qu'elle a de provoquer une distorsion dans les efforts de certains acteurs qui souhaitent renforcer l'enseignement supérieur dans les pays de l'Afrique subsaharienne.

Les acteurs institutionnels ciblent l'enseignement supérieur en général et aucun n'aborde de manière spécifique la gouvernance de la recherche. Il faut donc peut-être la considérer

comme une des dimensions de l'enseignement supérieur puisque l'application des approches et des stratégies des acteurs dans le développement des établissements entraîne des impacts non négligeables dans la gouvernance de la recherche, si ce n'est que par les programmes de partenariats et le renforcement des capacités des chercheurs et des gestionnaires. À ce sujet, la majorité des Fondations privées privilégient un appui direct à la recherche. Elles sont ainsi très actives dans le renforcement de la recherche.

L'intervention des donateurs en enseignement supérieur a tendance à être dirigée vers des institutions et des États de l'Afrique de l'Est et du Sud. La recherche effectuée pour le présent document a permis de soulever le fait qu'il semble y avoir une prédilection pour l'Afrique de l'Est et du Sud. Reste à savoir pourquoi l'Afrique de l'Ouest semble moins populaire dans les programmes d'aide à l'enseignement supérieur et en recherche. Est-ce une question de stratégie des acteurs externes? Est-ce que le dynamisme qui anime les universités des régions privilégiées est plus important que celui des universités de l'Afrique de l'Ouest? Ailleurs dans le monde, nous pouvons observer une différence notable entre la vision des universités du Commonwealth et celles de la Francophonie (Morin, 2006); une tendance qui pourrait s'observer également en Afrique.

Les donateurs semblent cibler l'appui technique et financier vers des domaines plus scientifiques, comme l'agriculture, la santé, les sciences appliquées et l'ingénierie. Dans la liste des donateurs, très peu vont préconiser les sciences sociales et humaines, une situation que déplore, par exemple, l'*Association of Commonwealth Universities* (ACU).

Deux dimensions semblent se dégager de l'analyse du portrait des donateurs en enseignement supérieur et en gouvernance de la recherche. La première dimension est plus sociale et axée sur le développement des individus, dont le renforcement servira à répondre aux besoins des sociétés. La seconde dimension, beaucoup plus populaire chez les acteurs répertoriés, consiste à donner à l'enseignement supérieur une mission liée au développement économique.

Le nombre d'acteurs impliqués dans le renforcement de l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne pourrait également exiger une clarification de leur rôle et une certaine forme d'harmonisation des initiatives afin de créer un milieu fertile pour les universités. C'est un défi que souhaite surmonter l'UEMOA dans le secteur de l'aide au développement et qui pourrait toucher les interventions des acteurs en enseignement supérieur.

Certaines interventions des bailleurs bilatéraux sont complémentaires ou similaires et cherchent à circonscrire au maximum l'appui à l'enseignement supérieur dans un secteur précis. Par exemple, la coopération belge avec ses programmes interuniversitaires et de partenariats, ou bien la Suède, très présente en coopération pour la recherche ou encore DFID, qui préfère offrir un plus large éventail de programmes et de niveau d'intervention, une stratégie plus englobante en enseignement supérieur.

L'influence directe des donateurs multilatéraux entraîne un bouleversement de la mission et du rôle traditionnel des universités et celles en Afrique n'y échappent pas. Cette

influence se traduit par des interventions directes dans le fonctionnement des universités, l'offre des cours et la structure administrative, sans compter l'intervention dans l'élaboration des politiques publiques en matière d'éducation supérieure. Une pratique d'autant plus répandue qu'elle est dorénavant légitimée par le concept de la gouvernance, et qu'elle favorise une implication des acteurs institutionnels dans les processus décisionnels des États.

Les associations, les réseaux et les autres acteurs institutionnels poursuivent des objectifs qui sont plutôt similaires. Intervenant dans le domaine de l'appui institutionnel et dans le rayonnement de l'enseignement supérieur, l'appui technique et financier se décline en bourses d'études, partenariat, mobilité et renforcement des capacités.

1.2. L'appui technique et financier des donateurs bilatéraux

Tous les grands bailleurs reconnaissent l'importance accordée à l'enseignement supérieur comme moteur de développement économique et social pour les pays en développement. En ce sens, il devient évident, selon les publications, que ce secteur de l'éducation doit bénéficier de toute l'attention qu'il mérite. Cependant, les stratégies d'appui et l'importance relative du financement à l'enseignement varient grandement d'un bailleur à l'autre. Plusieurs bailleurs supportent dans leur pays une agence spécialisée en matière de recherche et d'enseignement supérieur et les universités du Sud en sont les principaux bénéficiaires.

Au Canada, le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), axé sur le financement de la recherche pour le développement, appuie des équipes de recherche universitaire sur des thématiques précises, mettant l'accent sur la problématique et non sur le type d'institution. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) n'a pas d'énoncé de politique particulière pour l'enseignement supérieur dans sa stratégie de l'aide. Cependant, le programme de partenariat canadien a, au cours des vingt dernières années, appuyé le programme de coopération universitaire (PUCD) piloté par l'Association des Collèges et des Universités du Canada (AUCC). De plus, au niveau multilatéral, l'ACDI contribue au budget de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF).

Du côté de la France, l'éducation supérieure apparaît dans le Mémorandum et dans la Politique française d'aide publique au développement comme étant un secteur prioritaire. C'est au ministère des Affaires étrangères que s'orchestre l'appui dans ce secteur, par le biais du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID). La France semble, à travers les programmes de mobilités, davantage miser sur la présence d'étudiants étrangers dans ses propres institutions. Puisque l'organisation de la recherche en France est elle-même en restructuration, on peut présumer que les actions en matière de coopération en recherche seront également modifiées. La France exerce par ailleurs une influence non négligeable sur les universités de la sous-région, du fait des liens tissés entre les universités françaises et celles de l'Afrique de l'Ouest. La mobilité entre les universités représente un facteur déterminant pour la préservation de ce lien privilégié, mais également la disponibilité de ressources financières et techniques par l'entremise du Fonds de solidarité et par la présence de chercheurs associés à l'Institut de

recherche pour le développement (IRD). Si l'Agence française de développement (AFD) n'est pas encore d'intervention ciblée en enseignement supérieur, le concept d'un guichet unique pour un appui dans ce secteur a été mentionné lors de la Conférence internationale mondiale sur l'enseignement supérieur à Paris en juillet 2009. Notons enfin que la France est le principal bailleur de l'AUF.

United States Agency for International Development (USAID) est une agence bilatérale qui finance quelques programmes en enseignement supérieur, notamment par le biais du *Higher Education for Development (HED)*. Un organisme sans but lucratif spécialisé dans le renforcement des institutions et du développement du capital humain, l'Agence américaine, par l'appui financier qu'elle fournit à ce type d'association, démontre son intérêt dans l'importance que peut jouer les institutions d'enseignement supérieur des États-Unis dans le développement économique des pays en développement (HED, 2008).

L'appui à l'enseignement supérieur et à la recherche s'effectue par le biais d'agences, souvent paragonnées ou privées qui effectuent leur propre planification stratégique ainsi que la mise en œuvre de leur programme. Par exemple, la *Netherlands organization for international cooperation in higher education (NUFFIC)* est une organisation professionnelle soutenue par plusieurs instances du gouvernement hollandais et qui comporte un volet en coopération internationale, essentiellement sur le renforcement des capacités. La stratégie des Pays-Bas consiste à «rééquilibrer», à travers les programmes de renforcement des capacités, l'investissement dans le secteur de l'éducation en incluant l'éducation supérieure et la recherche (Holtland, Boeren, 2006) comme thème d'intervention. Non seulement la NUFFIC intervient en enseignement supérieur, mais elle marque le pas par l'utilisation de ce secteur dans l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), une stratégie peu abordée par les autres acteurs.

Selon la NUFFIC, les défis en éducation supérieure sont: la «massification» des universités qui entraîne une inefficacité dans le fonctionnement administratif et dans l'enseignement; la privatisation et le partage des coûts; l'assurance-qualité; l'accessibilité à l'enseignement supérieur; la connectivité avec le monde du travail; la mobilité du personnel universitaire (enseignants, chercheurs) et l'exode des cerveaux; et la gestion et l'organisation des établissements d'enseignement supérieur (Holtland, Boeren, 2006). La NUFFIC, qui intervient également dans le renforcement de la recherche, note que l'insuffisance de publications scientifiques, l'absence de demandes de brevets, la faible capacité de recherche et la fragmentation de celle-ci ainsi que les salaires peu élevés et la faible proportion du temps alloué à la recherche constituent des réalités à prendre en compte dans l'élaboration des programmes d'intervention en Afrique subsaharienne.

Ce modèle est sensiblement le même pour la coopération belge qui laisse le soin au Conseil interuniversitaire de la communauté française de Belgique (CIUF) de piloter les projets, par le biais de la Commission universitaire pour le développement (CUD). La coopération universitaire relève ainsi indirectement de la coopération bilatérale. L'État confie aux universités, par le biais d'une convention et d'un financement, la responsabilité d'exécuter les projets et les programmes de coopération universitaire. Dans

son action de coopération, des principes de base doivent faire l'objet d'une attention particulière quant à la pertinence des actions menées, notamment le renforcement des capacités, une meilleure gestion et l'impact de la recherche sur l'économie et la société.

La *Norwegian Agency for Development Cooperation* (NORAD) procède également de la sorte en laissant le soin au *Norwegian Centre for International Cooperation in Higher Education* (SIU) de faire la promotion de la coopération en éducation et en recherche. Les activités de la SIU portent autant sur des projets en Europe qu'ailleurs dans le monde. Enfin, le cas de la Suède est particulièrement intéressant dans le secteur de la coopération en recherche. Effectivement, la *Swedish Agency for research Cooperation* (SAREC) est un des cinq départements de l'Agence suédoise de coopération et de développement international (SIDA) qui bénéficie d'une grande autonomie. La SAREC, qui a fusionné en 1995 avec SIDA, est entièrement consacrée à la coopération dans le domaine de la recherche avec les pays partenaires de SIDA.

Le Royaume-Uni appuie également l'enseignement supérieur dans les pays en développement. Sa volonté s'inscrit dans un contexte que le *Department for International Development* (DFID) considère comme changeant et qui exige de l'éducation supérieure une contribution directe au développement économique, en plus de favoriser le développement durable. Le défi, selon DFID, consiste à élargir l'accès aux études supérieures, plus spécifiquement pour les groupes défavorisés et augmenter la qualité des institutions, autant dans la structure que dans la formation. Pour faire face aux problèmes liés au financement des établissements, DFID soutient que les étudiants devraient payer davantage pour leur formation. Cette option est plutôt difficile à défendre pour les dirigeants, mais selon DFID elle pousserait les étudiants à faire un meilleur choix de formation en lien direct avec les besoins locaux, tout en contribuant à augmenter le budget des institutions.

DFID suggère également de chercher un équilibre entre les besoins nationaux et internationaux, en spécifiant que les étudiants doivent également développer différentes habiletés afin de mieux comprendre le contexte mondial et non seulement les réalités locales. Par ailleurs, DFID réitère l'importance que les institutions d'enseignement supérieur sont l'interface entre le «savoir mondial» et les besoins des communautés. Pour ce faire, DFID suggère que les chercheurs et les établissements en Afrique intègrent des communautés de chercheurs et d'universitaires par le biais des réseaux. À ce sujet, l'agence britannique voit dans les partenariats et les échanges une occasion d'améliorer la qualité des établissements africains, comme nous pouvons le constater dans son appui aux *Development Partnerships in Higher Education* (DelpHE). La gouvernance des établissements est également un secteur qui doit être réformé selon DFID; ce qui exige comme préalable une plus grande autonomie des établissements afin de mener à bien les réformes nécessaires. Ces réformes internes sont d'ailleurs souhaitées par d'autres acteurs institutionnels comme la Banque mondiale et l'UNESCO.

La volonté d'intervenir dans le secteur de la recherche en tant qu'instrument de développement est également présente du côté de la Direction du développement et de la coopération de la Suisse (DDC). D'après le document «Plan directeur de recherche 2008-

2011», la politique de la recherche vise trois objectifs : (1) produire des résultats spécifiquement utiles pour le développement; (2) renforcer le potentiel scientifique des pays partenaires tout en leur donnant la possibilité de conduire des recherches autonomes; et (3) collaborer de manière ciblée avec les centres scientifiques suisses dans des domaines importants pour le développement. Comme l'ensemble des acteurs institutionnels, et particulièrement les organisations internationales, la DDC considère que le contexte mondial qui accentue les défis posés aux États en développement justifie l'importance de s'attaquer aux problèmes de développement.

Comprendre les enjeux mondiaux et en tirer le maximum demeure des éléments importants dans les stratégies d'aide des donateurs bilatéraux et dans les missions des autres acteurs institutionnels répertoriés dans ce document. Ainsi, la Suisse mise davantage sur l'adaptation de la recherche à son milieu immédiat; une recherche systémique qui met l'accent sur les enjeux locaux et régionaux et vise l'amélioration de la qualité de vie des populations et la réduction de la pauvreté. L'approche de la Suisse se veut transdisciplinaire par l'implication plus poussée des populations locales.

1.3. L'approche des donateurs multilatéraux

L'Union européenne concentre essentiellement ses activités en enseignement supérieur et en recherche dans des programmes de mobilité des personnes dont le but est de contribuer au développement des compétences et d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur. Les programmes proposés par l'Union européenne visent également une plus grande coopération entre les institutions. La Commission européenne voit la possibilité de créer une «fenêtre africaine» dans le programme Erasmus-Mundus afin de développer davantage les échanges d'étudiants entre l'Afrique et l'Europe. La mobilité des étudiants et des enseignants semble être au cœur de la stratégie de la Commission européenne dans le renforcement des capacités. Selon la Commission «l'accent devrait également être mis sur la coopération avec l'Afrique dans l'enseignement supérieur, afin de construire une capacité tertiaire de haute qualité basée sur la mise en réseau, la mobilité des étudiants et des universitaires, ainsi que l'aide et l'innovation institutionnelles, y compris l'utilisation des TIC (...)» (CCE, 2005).

La Commission européenne réitère ainsi son soutien aux programmes Erasmus Mundus et Nyerere pour les échanges d'étudiants, comme nous pouvons le constater dans le document *EU Strategy for Africa: Towards a Euro-African pact to accelerate Africa's development*. La Commission est sensible au fait qu'elle doit appuyer l'éducation supérieure, la recherche et l'accès au savoir, et ce, en misant sur le programme Nyerere qui favorise l'échange d'étudiants sur le territoire africain. De plus, la Commission considère que le renforcement des capacités, la mise en réseau et le support institutionnel incluant l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) sont primordiales dans le secteur de l'enseignement supérieur. La Commission mise particulièrement sur un réseau entre des universités et des centres d'excellences sélectionnés. L'objectif est de renforcer les ressources humaines en Afrique, mais également de faire bénéficier l'Europe de l'expertise de ces étudiants et chercheurs. Dans le secteur de la recherche, l'Union européenne concentre ses activités davantage dans l'apport de chercheurs et de partenariats avec d'autres institutions dans le développement

de la recherche sur le territoire de l'UE. Pour l'instant, le renforcement de la recherche sur le territoire européen, notamment par la création de l'espace européen de la recherche semble être la priorité de la Commission européenne.

L'UNESCO, qui ne réfute pas l'importance d'une approche économique, intègre davantage l'aspect social dans le rôle des universités, et ce dans une perspective plus globale. L'UNESCO est la seule agence des Nations Unies qui a un mandat dans le domaine de l'enseignement supérieur. L'organisation aide les gouvernements et les institutions du monde entier à renforcer leurs capacités et à formuler des politiques et des stratégies en la matière afin que l'enseignement supérieur contribue pleinement au développement national durable. En 1998, une importante conférence à Paris donnait le coup d'envoi d'un programme axé sur le développement et la valorisation de l'enseignement supérieur en Afrique. Des recommandations avaient alors été émises, suivant le contexte continental et international de l'époque. Il s'agit de la pertinence de l'enseignement supérieur, de la qualité de l'enseignement, de la gestion et du financement ainsi que du renforcement de la coopération en Afrique et à l'étranger (UNESCO, 2008)¹.

L'efficacité et le rendement de l'enseignement supérieur, l'assurance qualité, la recherche et l'innovation ainsi que la création d'un espace africain de l'enseignement supérieur sont les défis ciblés par l'organisme et qui découlent des impacts de la mondialisation sur l'enseignement supérieur; des défis liés à des insuffisances qui apparaissent comme des freins aux ambitions de l'UNESCO à renforcer le secteur de l'enseignement supérieur. L'accès à l'enseignement supérieur, le déficit en ce qui concerne la pertinence et l'efficacité des contenus de formation, un enseignement non lié aux besoins locaux, le manque de bonne gouvernance des institutions, le sous-financement, le manque de projets de recherche pertinents et porteurs, sont des obstacles à prendre en compte selon l'UNESCO.

Lors de sa rencontre régionale, organisée en novembre 2008 à Dakar, la Conférence Régionale sur l'Enseignement Supérieur en Afrique (CRESA) et à la lecture des études thématiques², parmi les propositions pour améliorer le rendement et l'efficacité de l'enseignement supérieur en Afrique, les principales mesures visent le recadrage des institutions et de revoir leur mission en tenant compte d'une économie basée sur le savoir et les connaissances; une recommandation largement partagée par l'ensemble des acteurs en enseignement supérieur. Favoriser des structures de gestion à différents niveaux (national, régional) est une manière de renforcer les établissements et de créer des collaborations innovantes. Miser sur l'élection des gestionnaires et mettre l'accent sur les capacités de gestion de ces derniers est pour l'UNESCO une mesure qui ne peut que renforcer la gouvernance des établissements en y insufflant une nouvelle dynamique. Souvent, la haute direction est montrée du doigt pour son inefficacité et sa lenteur à procéder à des réformes et à administrer adéquatement les établissements.

¹Organisation des Nations unies pour l'éducation, la Science et la culture (UNESCO). «Nouvelles dynamiques pour l'enseignement supérieur et la recherche : stratégies pour le changement et le développement», Préparation de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (CMES), Conférence régionale sur l'enseignement supérieur en Afrique (CRESA), Dakar, Sénégal, 10 au 13 novembre 2008.

² Unesco. Synthèse des études thématiques. Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur 2009.

L'Union africaine (UA) est également un acteur impliqué dans le secteur de l'enseignement supérieur. Différents principes adoptés par l'UA servent de guides pour la réalisation du *Plan of Action of the Second Decade of Education*, qui comprend l'ensemble des niveaux scolaires dont l'enseignement supérieur. Notamment, l'UA veut favoriser un support dans l'adoption de politiques adéquates dans le renforcement des capacités, miser sur la concentration des efforts vers des thèmes stratégiques, établir des réseaux et une plus grande collaboration entre les universités, tout en développant des pratiques communes. Des mesures similaires aux autres acteurs institutionnels présents en Afrique subsaharienne (African Union, 2006).

Réalisé en 2006, le Plan d'action de l'UA comprend des buts et des objectifs précis sur les résultats attendus dans le renforcement de l'éducation. Ces derniers mettent l'accent sur des collaborations accrues et une ouverture plus affirmée des systèmes d'éducation non seulement sur les réalités locales, mais aussi régionales, entre autres, par le biais du programme *Educational Management Information Systems* (EMIS). D'une manière plus précise, l'UA souhaite rehausser son appui à l'enseignement supérieur sous l'angle du lien, maintenant évident, entre des ressources humaines hautement qualifiées, la production des connaissances et le développement durable (African Union, 2006). L'UA met l'accent sur la promotion de production de connaissances pertinente, l'assurance-qualité et l'augmentation du financement du secteur de l'éducation supérieure.

La création de l'Espace Africain de l'enseignement supérieur (EAES). Une structure souhaitée et promue par l'Union Africaine, pour favoriser la coopération et le développement régional ainsi que l'innovation et la recherche, tout en mettant en avant-plan l'importance de l'assurance-qualité de la formation, l'harmonisation des systèmes d'enseignement universitaire et de la reconnaissance des diplômes, trois dossiers plutôt sensibles actuellement sur la scène internationale.

La réflexion concernant le rôle des universités au développement est également présente à l'Association universitaire de la Francophonie (AUF). La réflexion concernant la gouvernance universitaire remonte à 2003 dans le cadre d'un premier séminaire sur la question, organisé conjointement avec le gouvernement du Canada. Les principaux thèmes de cette activité étaient: l'université dans le contexte de la société du savoir et de la mondialisation, les questions de gouvernance, la planification stratégique, la pratique d'une gestion efficace et l'évaluation de la qualité en milieu universitaire.

À la conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) et l'Association des universités du Commonwealth (ACU) ont annoncé la création d'un Institut panafricain de la gouvernance universitaire. Pour le moment, les objectifs d'une telle structure semblent vouloir donner une place de choix aux débats sur la place de la gouvernance des universités, son implication dans la formation et la recherche ainsi que son rôle dans le renforcement des capacités des institutions. Cet institut sera logé au Gabon.

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est une

organisation internationale qui, même si elle n'intervient pas directement en Afrique, influence l'approche de ses membres ainsi que l'ensemble des acteurs impliqués dans le secteur de l'éducation supérieure. En effet, les recommandations et les stratégies adoptées par l'OCDE sont en général intégrées dans les politiques internes des États membres, et ce, autant dans le secteur des politiques d'aide au développement que dans les politiques en matière d'éducation supérieure. Cette pratique vient à influencer le processus décisionnel à l'origine des approches adoptées par les pays en matière de coopération. Un autre facteur qui influence la prise de décision des acteurs institutionnels consiste au positionnement de l'OCDE sur des questions variées qui touchent les pays en développement. Cette tendance pourrait découler du fait que l'environnement économique mondial est de plus en plus intégré et implique également les pays en développement.

Outre l'influence sur les politiques des pays membres, il est intéressant de relever quelques actions de l'OCDE en Afrique qui touchent à différents niveaux de l'enseignement supérieur. Les initiatives comme le *Global Forum on Development*, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ou bien les activités du Centre de Développement, notamment par le projet Afrique émergente, sont des exemples de collaborations qui témoignent de l'intérêt de l'OCDE pour l'Afrique (OCDE, 2008).

Privilégiant le capital humain, l'OCDE met en lumière l'importance d'une formation adéquate dans l'enrichissement de la population et du développement (OCDE, 2000). S'intéressant de près à l'internationalisation de l'éducation supérieure, l'OCDE a adopté une position très claire avec la Banque mondiale sur l'importance de l'enseignement supérieur transnational afin de consolider ou d'accélérer les programmes de renforcement de capacités dans les pays en développement. Dans le document «L'enseignement supérieur transnational, un levier pour le développement», la suggestion de ces deux acteurs de premier plan est sans équivoque³.

Selon ces organisations, il faut orienter les politiques axées sur l'assurance-qualité et les négociations commerciales dans le secteur de l'éducation supérieure. De plus, comme l'internationalisation engendre de nouvelles approches et exige l'adoption de nouvelles politiques dans le secteur, les donateurs sont fortement invités par les deux institutions à réviser leurs priorités en matière d'aide internationale. Ces considérations ne sont pas sans conséquences dans les approches des donateurs en Afrique subsaharienne et elles pourraient expliquer partiellement l'adoption de stratégies plutôt utilitaristes dans le renforcement des capacités en enseignement supérieur. Au-delà de cette fonction, les acteurs souhaitent un rôle plus déterminant de l'éducation supérieure dans les stratégies de renforcement des capacités des États. Un double rôle qui n'est pas sans causer une énorme pression sur les systèmes d'enseignement supérieur (OCDE, 2007).

L'OCDE s'intéresse également au développement du savoir, un élément essentiel pour le développement des pays de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE/CEDEAO, 2009). Les

³Selon les auteurs du document «L'enseignement supérieur transnational, un levier pour le développement», l'enseignement supérieur transnational s'entend du déplacement des acteurs, des programmes, des fournisseurs, des cursus, des projets et des activités de recherche ainsi que des services liés à l'enseignement supérieur, et ce, au-delà des frontières d'un pays (p.13).

systèmes universitaires et de recherche doivent jouer un rôle essentiel dans ce type de développement en permettant un accès aux technologies de l'information et des communications (TIC). Cet élément est au cœur de la toute récente publication de l'OCDE «Perspectives économiques de l'Afrique 2009 », dont le lancement s'est effectué à l'occasion des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement en mai 2009, au Sénégal. De plus, l'OCDE, toujours dans un contexte de développement du savoir, s'inquiète des répercussions de l'apparition des établissements supérieurs privés sur le système public (CSAO/OCDE/CEDEAO, 2009). Nul doute que les recommandations et les prises de positions de l'OCDE devront être un élément à prendre en compte dans le suivi des approches des donateurs internationaux ainsi que dans la transformation des structures universitaires.

1.4. L'intervention des institutions financières

Nous pouvons remarquer un changement significatif dans la stratégie de la Banque mondiale pour le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. La priorité accordée par les bailleurs internationaux et les pays africains pour le financement et le renforcement de l'éducation primaire et secondaire, a été, certes, un élément important dans les programmes de développement, mais la Banque mondiale reconnaît les impacts négatifs de la négligence d'un tel effort pour le secteur de l'éducation supérieure. Le faible ratio de recrutement dans les établissements d'enseignement supérieur (5%), est, selon l'organisation, une des conséquences directes de la difficulté des pays africains à connaître un développement économique soutenu (Banque mondiale, 2005). Depuis cette prise de conscience, les budgets alloués au secteur de l'éducation supérieure ont augmenté, à l'exception cependant de la période allant de 1995 à 1999.

L'influence de la Banque mondiale sur la gouvernance des universités s'observe dans ses différents programmes de réformes institutionnelles et de financement de projets porteurs de développement économique, dont le projet de renforcement de la recherche scientifique⁴. Selon la Banque mondiale, des réformes à plusieurs niveaux sont nécessaires afin d'améliorer la gouvernance des établissements d'enseignement supérieur. La Banque mondiale propose diverses avenues afin de renforcer l'éducation supérieure en Afrique subsaharienne. En plus de proposer un renforcement des ressources humaines, d'améliorer les mécanismes de financement, de favoriser plus d'autonomie pour les institutions, l'Institution considère que la qualité de l'enseignement est un élément important dans la croissance économique des pays. Cet aspect est négligé dans les établissements africains, selon le document *Education Quality and Economic Growth* (Banque mondiale, 2007, tableau 3, p.17) de la Banque.

De plus, la Banque met l'accent sur l'investissement dans les technologies comme un véhicule incontournable du renforcement des capacités mais également dans le rayonnement des établissements, de leur formation et des projets de recherche (Banque mondiale, 2005). Les initiatives de la Banque, comme nous pouvons le constater dans la section deux de ce document, font de cette institution financière internationale un acteur

⁴Banque mondiale, «Construire les sociétés du savoir, nouveaux défis pour l'enseignement supérieur», Rapport de la Banque mondiale, Les Presses de l'Université Laval, 2003, 295p.

très influent dont l'appui financier et technique est devenu incontournable en Afrique subsaharienne, étant donné que cet appui est le plus important.

Outre ces initiatives, la Banque s'est également tournée vers les *Poverty Reduction Strategy Papers* (PRSPs) afin de vérifier le niveau d'impact des systèmes d'éducation supérieure défaillants dans l'économie d'un certain nombre de pays subsahariens, ainsi que sur le *Knowledge Economy Index* (KEI) (Banque mondiale, 2005). De plus, la Banque mondiale, en partenariat avec l'UNESCO, a mis sur pied le *Task Force on Higher Education and Society*, une initiative qui devait permettre d'analyser la situation de l'éducation supérieure dans les pays en développement. Cette collaboration a permis de mettre en relief l'importance pour les pays en développement d'intégrer l'économie du savoir (Task Force on Higher Education and Society, 2000). À la lecture des publications de la Banque mondiale et de ses différentes stratégies, l'approche de cette dernière en enseignement supérieur demeure en droite ligne avec sa mission axée sur le développement économique.

La Banque africaine de développement (BAD) met essentiellement l'accent sur le développement de la science et de la technologie comme élément clé dans la redynamisation de l'enseignement supérieur. Constatant le contexte difficile que doivent traverser les universités - compte tenu des débuts prometteurs avant que la crise financière des années 1980 et le programme d'ajustements structurels de la Banque mondiale ne viennent affecter ce secteur - la BAD marque le pas depuis quelques années en soutenant divers projets. La stratégie de la BAD en enseignement supérieur, science et technologie (ESST) s'inscrit dans la politique sectorielle de la Banque en matière d'éducation. Elle vise à adopter un cadre de travail pour intensifier la participation de la BAD aux activités associées au secteur de l'enseignement supérieur, et à veiller à l'engagement de la communauté internationale dans l'appui à ce secteur.

Cette stratégie de la BAD consiste à intervenir en enseignement supérieur par le biais des centres d'excellence régionaux, sachant qu'elle ne peut être présente dans chaque pays (Groupe de la Banque africaine de développement, 2008). L'institution africaine ne manque pas de rappeler le contexte actuel dans lequel évoluent les établissements d'enseignement supérieur et les centres de recherche. Pour la BAD, le terrain politique est favorable dans certains pays africains pour permettre le développement et le redéploiement des universités, mais les défis mondiaux liés à l'enseignement supérieur sont énormes pour l'Afrique, notamment en ce qui concerne l'économie du savoir.

La BAD remarque que les priorités quant à l'appui à la science et à la technologie sont plutôt divergentes entre les politiques des gouvernements et les bailleurs de fonds. De plus, elle déplore le fait qu'en général, les systèmes d'enseignement supérieur et le secteur de la science et de la technologie évoluent de manière parallèle sans lien significatif entre eux⁵. La BAD tentera ainsi de lier davantage ces deux secteurs d'activités, tel que mentionné dans la stratégie de l'ESST. La Banque s'appuie sur trois piliers stratégiques dans le déploiement de sa politique; appui aux centres d'excellence nationaux et régionaux; développement de l'infrastructure de l'ESST; établissement de

⁵Banque Africaine (2009) : <http://www.afdb.org/fr/topics-sectors/sectors/education/>

liens entre le sous-secteur de l'ESST et le secteur productif⁶. Notons enfin que la majorité des États membres de la Banque africaine de développement se sont engagés en vertu de la Décision de Khartoum de 1963 à promouvoir la recherche-développement et à adopter des stratégies en ce sens.

Une autre institution financière à caractère régional s'est également donné un mandat de soutien à l'enseignement supérieur. L'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) tient effectivement à renforcer ce secteur de l'éducation qui apparaît dans son Programme économique régional (PER) de 2006-2010. En tant que secteur prioritaire, l'éducation supérieure signifie pour l'UEMOA un pôle par excellence pour mieux «participer à la mondialisation». L'Union veut également s'attaquer à la faible capacité des établissements d'enseignement supérieur à répondre aux besoins du marché du travail et des réalités nationales. Il faut, selon l'UEMOA, relever le niveau de qualité de la formation et des infrastructures, et ce, dans un souci de favoriser le développement humain. L'UEMOA souhaite appuyer la création d'institutions à vocation régionale ce qui rejoint les stratégies et les politiques émises par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD); une stratégie qui vise également la reconnaissance mutuelle des diplômes, l'évaluation continue des résultats et de la formation. Une approche régionale, qui va de pair avec les ambitions de la Banque africaine de développement, de la Banque mondiale et de l'UNESCO.

1.5. L'implication des fondations privées

Le *Partnership for higher education in Africa* (PHEA) est un partenariat important composé de fondations américaines⁷ qui œuvrent dans le domaine de l'enseignement supérieur aux Etats-Unis et qui ont décidé en 1990 de coordonner leurs actions en Afrique. Mettant l'accent sur le rôle de l'enseignement supérieur dans le développement économique et social, leur action est ciblée et couvre quelques pays africains anglophones. En Afrique de l'Ouest, le PHEA est présent au Ghana et au Nigeria. Le PHEA intervient dans 49 universités à l'intérieur de 9 pays et 22 de ces universités reçoivent un financement significatif. Les pays partenaires sont : l'Égypte, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Mozambique, le Nigeria, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et l'Ouganda.

Pour la *Ford Foundation*, l'éducation supérieure est la clé du renforcement de la citoyenneté et de la démocratie. Cette fondation assure un appui technique et financier dans divers secteurs en enseignement supérieur. Le renforcement des capacités, le partage des connaissances, la promotion des bonnes pratiques et le ciblage des groupes défavorisés sont quelques-uns des éléments de la stratégie de la Fondation. C'est en Afrique du Sud que la Fondation concentre ses activités en enseignement supérieur; un partenariat avec ce pays qui existe depuis plus de 40 ans. L'objectif consiste à encourager la diversité et l'équité, le renforcement de l'enseignement et de la recherche et à assurer

⁶ La matrice du Plan d'action à l'annexe I de la Stratégie en ESST explique en détail les objectifs des trois piliers de la Banque ainsi que les partenaires potentiels visés par l'institution financière. <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/10000019-FR-STRATEGIE-POUR-LENGEIGNEMENT-SUPERIEUR-LA-SCIENCE-ET-LA-TECHNOLOGIE.PDF>

⁷ Ford Foundation, Carnegie Corporation, Rockefeller Foundation, MacArthur Foundation pledges 100 Millions in 2005 for higher education, in 2006, Andrew Mellon Foundation, and Hewlett, joined, followed in 2007 by Kresge foundation. The pledge is now of 200M\$.

la cohérence de leurs programmes avec ceux prévus dans la planification stratégique du PHEA.

La *MacArthur Foundation*, concentre ses activités dans quatre universités du Nigeria. Elle intervient essentiellement dans le renforcement des capacités dans le domaine de la recherche. L'objectif de la Fondation est de miser sur un nombre restreint d'établissement afin qu'elles deviennent peu à peu des modèles pour les autres universités du pays et de l'Afrique.

Le même modèle est utilisé par la *Andrew W. Mellon Foundation* qui intervient dans le secteur du renforcement des institutions dans le domaine de la recherche en sciences sociales et humaines, à l'instar de la *Ford Foundation*. En Afrique, la Fondation concentre ses activités en Afrique du Sud. Dans un avenir rapproché, la Fondation souhaite explorer la possibilité de mettre sur pied un programme de mentorat afin de favoriser le développement des capacités en recherche. De plus, la Fondation réitère son rôle d'appui, et ce, en demeurant présente dans la région Sud-Africaine, rappelant les nouvelles possibilités créées grâce à l'initiative PHEA dont elle est partenaire.

La *Kresge Foundation* concentre ses activités internationales dans le secteur du renforcement des capacités en Afrique du Sud. Fournissant un appui financier important, la Fondation veut ainsi doter les universités en partenariat d'une meilleure structure afin qu'elles puissent faire face au contexte mondial et qu'elles contribuent au développement économique de l'Afrique du Sud.

1.6. Le rôle des associations, des réseaux et des autres acteurs institutionnels

L'*Association of Commonwealth Universities* (ACU), l'*Association of University Administrators* (AUA) et le *Commonwealth Scholarship Commission* (CSC) interviennent essentiellement dans les pays du Commonwealth et concentrent leurs activités dans le secteur du renforcement des capacités des institutions et des individus, par le biais de bourses, de subventions et de programmes d'échange et de participation à des conférences et à des ateliers de formation (surtout dans le cas de l'AUA).

En 2007, l'ACU publiait un document sur les perspectives africaines des universités sous l'angle de l'appui technique et financier des donateurs internationaux (Harle, 2007). Les répondants de l'enquête étaient des gestionnaires de la recherche, des gestionnaires en ressources humaines et des chercheurs de différentes universités africaines. L'élément important relevé par l'ACU est que même si les bailleurs de fonds et les acteurs institutionnels souhaitent augmenter leur appui financier et technique, la réussite des projets ne pourra se concrétiser tant qu'il n'y aura pas de ressources de base déjà en place dans les établissements.

L'enquête portait largement sur la recherche et le contexte difficile dans lequel doivent évoluer les chercheurs et les gestionnaires en recherche, notamment lorsque le financement et l'appui extérieur aux projets de recherche tendent à diminuer.. Il semble également y avoir un mécontentement de la part des personnes interrogées quant à la distribution des bourses qui avantageraient très souvent les mêmes personnes. De plus,

les sujets de recherche seraient trop souvent alignés sur les priorités des donateurs internationaux, donc éloignées de celles des chercheurs et des réalités nationales. Une situation que déplorent les chercheurs et les gestionnaires interrogés.

L'Association des universités africaines (AUA), qui regroupe 212 membres, est un acteur institutionnel bien en vue en Afrique. Forum de consultation, d'échange d'information et de coopération entre les établissements d'enseignement supérieur, les programmes et les services qu'elle dirige sont variés et tentent de répondre à des besoins tout aussi variés. Le programme stratégique de l'Association se décline en trois objectifs: le renforcement des capacités des institutions membres, la promotion des bonnes pratiques et l'amélioration des collaborations entre les enseignants et les chercheurs.

Pour mettre en œuvre sa stratégie, l'AUA a procédé à une réforme interne, et ce, dans le but d'appuyer d'une manière plus efficace ses membres. Le programme de 2005-2009 met l'accent sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) comme la voie à privilégier dans le renforcement des capacités institutionnelles; une priorité qui sera également bénéfique pour les chercheurs et l'ensemble de la communauté universitaire. L'on retrouve également ce thème dans les programmes et les stratégies de la majorité des acteurs institutionnels répertoriés dans ce document.

Le noyau du programme, l'appui au développement des TIC, qui couvre la période 2005-2009, comprend des thèmes où l'AUA s'engage à mener des actions concrètes afin de mener à bien ses objectifs. Les actions se déclinent sous diverses formes, comme des rencontres et conférences sur des sujets précis qui préoccupent les membres, la mise en place d'un réseau sous-régional en formation et en recherche, la sensibilisation des gestionnaires des universités sur les nouvelles tendances dans la qualité de la formation et des institutions et la mobilisation des ressources dans le secteur de la gestion de la recherche⁸.

Le rôle du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est plus restreint, sa mission étant de veiller au renforcement des institutions dans le secteur de la recherche en sciences sociales. Le Conseil se veut la voie des chercheurs africains à l'échelle internationale, un rôle historique et défendu par les membres. À cet égard, il permet à des chercheurs, par le biais de forums, conférences, séminaires et ateliers, de diffuser leurs connaissances et d'échanger avec leurs pairs. Dans son plus récent plan stratégique 2007-2011, plusieurs innovations ont été prévues. Le lancement d'un nouvel Institut supérieur sur le développement, tout comme la mise sur pied d'un Institut annuel sur l'impact des TIC sur la politique, l'économie, la société et la culture en sont des exemples. Un programme d'échange de chercheurs est également prévu par le Plan stratégique du Conseil. Le Conseil compte également faire la promotion de nouvelles initiatives pour des revues africaines dans les domaines de recherche sur le genre, la philosophie et l'innovation.

⁸Pour plus de détails concernant les sous-thèmes du programme en TIC, veuillez consulter le document de l'AUA : <http://www.aau.org/coreprog/0509/CP2005-09.pdf>

Si le CODESRIA présente ses objectifs de manière détaillée, nous ne pouvons en dire autant du Conseil Africain et Malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES). Bien qu'étant un acteur actif sur le continent africain, le Conseil semble orienter ses activités sur le passage des systèmes d'enseignement supérieur de ses membres vers la réforme LMD⁹, issue du Processus de Bologne en Europe. Les membres sont ainsi invités à adopter des mécanismes d'évaluation et de supervision afin de rencontrer les exigences du système LMD. Cette stratégie est similaire à celle du Réseau pour l'Excellence de l'enseignement supérieur de l'Afrique de l'Ouest (REESAO), qui se concentre également dans la gestion mutuelle du système LMD, en plus de promouvoir une politique de coopération universitaire soutenue. Du côté de la Conférence des Recteurs des Universités Francophones d'Afrique et d'Océan Indien (CRUFAOCI), deux Chartes ont été adoptées en 1973 et en 1989. Ces dernières mettent de l'avant des recommandations, dont certaines se retrouvent encore aujourd'hui à l'intérieur des plans d'actions des acteurs institutionnels, qu'il s'agisse de la création de centres d'excellence ou bien d'une plus grande participation des universités africaines à des réseaux.

L'analyse de ces acteurs institutionnels permet de constater toute la vigueur que connaît actuellement le secteur de l'enseignement supérieur en Afrique. Concentrant leurs efforts dans le renforcement des capacités, ces acteurs interviennent à différents niveaux à travers des organisations régionales et continentales ou bien directement dans les universités par le biais de programmes très ciblés. Afin de mieux se familiariser avec ces acteurs et de comprendre leur approche, la prochaine section propose un portrait de leurs actions et de leurs stratégies; l'objectif étant de démontrer l'ampleur des interventions en enseignement supérieur et l'intérêt pour ce secteur de l'éducation en Afrique subsaharienne.

⁹La réforme Licence-maîtrise-doctorat (réforme LMD) s'est enclenchée en 1998 avec l'adoption du Processus de Bologne. Un instrument non juridique qui est au coeur du vaste projet de construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES). Chaque pays doit intégrer la réforme LMD dans son système d'enseignement supérieur. Cette réforme se caractérise notamment par l'adoption de trois grades universitaire et par la mise en œuvre du système européen d'unités d'enseignement capitalisables et transférables (système ECTS). La réforme LMD et plus largement le Processus de Bologne favorisent l'harmonisation des systèmes d'enseignement supérieur en Europe, une plus grande mobilité nationale et internationale des étudiants et une reconnaissance mutuelle des diplômes. Pour plus de détails concernant la réforme : http://ec.europa.eu/education/higher-education/doc1290_en.htm

2. PORTRAIT DES ACTEURS INSTITUTIONNELS EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET EN RECHERCHE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

2.1. Paramètres de recherche

Client	Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre/CRDI
Objectifs	L'objectif de ce document est d'identifier les acteurs institutionnels impliqués dans l'appui technique et financier en enseignement supérieur et en recherche en Afrique subsaharienne, avec une attention particulière pour l'Afrique de l'Ouest. Ce document s'intègre dans une documentation sur l'état des lieux de la gouvernance de la recherche.
Méthodologie	Dans un premier temps, les sources d'informations dans Internet, la lecture de documents ainsi que la consultation des sites Internet des acteurs institutionnels ont été privilégiés. Dans un second temps, des contacts avec certains bailleurs ont été effectués (téléphone et courriels) afin de compléter les renseignements qui apparaissent dans la section descriptive (portrait des bailleurs) et enrichir la section analytique.
Structure	La structure de la section sur le portrait des acteurs institutionnels africains et internationaux comprend les éléments suivants, sauf exceptions: <ul style="list-style-type: none">• Approche en enseignement supérieur et en recherche• Programmes et initiatives• Modes d'intervention• Pays d'intervention
Présentation	Le français et l'anglais sont les deux langues utilisées dans cette section, selon les sites internet consultés. Des hyperliens permettent d'accéder directement aux pages web des organisations ainsi que de leurs programmes en éducation supérieure.

2.2. Bilatéral

2.2.1. Agence canadienne de coopération et de développement international (ACDI)

Approche en enseignement supérieur et en gouvernance de la recherche

La consultation de la liste des projets dans le site Internet démontre que l'ACDI n'a pas de stratégie dans le secteur de l'enseignement supérieur. L'appui financier qui existe relève essentiellement de partenariats. L'AUF a reçu pour la période 2006-2008 un montant de 1 200 000\$ dans le secteur de l'appui institutionnel. Pour l'instant, le site de l'Agence indique que le dossier de financement est fermé. Le financement de l'AUF relève du [Programme de la Francophonie](#). Le «[Partenariats universitaires en Coopération et développement](#)» (PUCD) était également un programme financé par l'ACDI et piloté par l'AUCC. L'objectif du PUCD consistait à renforcer les capacités en termes de génération et d'exploitation du savoir ainsi qu'à sa diffusion. Ce partenariat n'est plus actif pour l'instant.

Une autre initiative serait en cours de développement, toujours entre l'ACDI et l'AUCC. L'ACDI a également appuyé, pour la période 2000-2005, la phase II du projet de création de l'[Université virtuelle africaine](#). Cet appui portait principalement sur les équipements scolaires et la formation ainsi que sur l'enseignement supérieur. Ce projet était rattaché au [Programme panafricain de l'ACDI](#). L'ACDI appuie également l'[Association pour le développement de l'éducation en Afrique](#) (ADEA, voir description plus bas). En ce qui concerne, le financement, l'appui s'effectue vers les politiques de l'éducation, la gestion administrative, la recherche en éducation et l'enseignement primaire. La contribution maximale de l'ACDI se situe à 5 000 000\$ et l'agence d'exécution-bénéficiaire est l'[International Institute for Educational Planning](#) de l'UNESCO.

Site internet:

<http://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/Fr/JUD-112910598-LRH?OpenDocument>

2.2.2. Department for International Development (DFID)

Millennium Development Goals are at the center of DFID's development strategy. However, DFID now considers that Higher education is very important to economic growth and social development. DFID has published in October 2008 a [briefing paper](#) on the importance of higher education for development in Africa.

Approach in higher education and research

According to DFID, the [principal policy issues](#) to take action in higher education are:

- More and better higher education can be powerful in driving growth but access and equity also need to be considered;
- Funding: Expanding higher education is expensive;
- International and local demands need to be balanced;
- Improving quality is critical, especially as HE expands;
- Governance and financing.

The Technical and financial support by DFID:

- Research funding

«DFID's 2006 White Paper¹⁰ emphasises the importance of technology and the role of research in evidenced-based policy-making. It also highlights the need to build capacity in developing countries to do research which directly addresses the priorities of the poor, and commits to a doubling of the annual research budget by 2010 to £220 million. Funding includes support for a number of Research Programme Consortia, tackling key development problems between UK and Southern HEIs, and a new Research Into Use programme to improve the development impact of knowledge generated by previous DFID-funded research.»¹¹

- Development Partnerships in Higher Education (DelPHE)

15 million£ (28.5 millions CAD) over 7 years (2006-2013) will be invested to support DelPHE activities. This funding promotes science and technology and encourages north-south and south-south knowledge transfers. The overall goal of DelPHE is to enable HEIs to act as catalysts for poverty reduction and sustainable development. DelPHE aims to achieve this by building and strengthening the capacity of HEIs to contribute towards the MDGs.

The programme is based on a partnership between the British Council, the Department for International Development (DFID), and the participating institutions. The British Council is responsible for the management and delivery of DelPHE. The Association of Commonwealth Universities (ACU) is responsible for an element of programme delivery that supports South-South partnerships and liaises with the Commonwealth Scholarship Commission and other external bodies.

- Commonwealth Scholarships

The Commonwealth Shared Scholarship Scheme, a long running joint initiative between DFID and UK universities, supports scholarships for developing country students who would not otherwise be able to study in the UK. The main program is Commonwealth Scholarships Commission (CSC) (see below).

- Sector and Budget Support

This programme supports higher education through the national budget in the developing countries and helps to meet national planning in the education field.

- Multilateral funding

¹⁰ Department for International Development (DFID), "Eliminating World Poverty, Making Governance Work for the Poor", White Paper 2006. <http://www.dfid.gov.uk/Documents/publications/whitepaper2006/whitepaper-printer-friendly.pdf> As mentioned in the White Paper: "As part of doubling research funding, we will increase support to science and technology to promote growth, including on agriculture, forestry and fisheries – for example through the AU/NEPAD's Comprehensive Agricultural Development Programme" (p.47). Also: "While universal primary education remains our priority, there is also a growing need to invest in secondary and higher education and vocational skills training. Young people graduating from secondary schools and colleges today will become the teachers, health workers and business people of tomorrow. Secondary education is one of the most important ways of improving the status and health of young women"(p.54).

¹¹Department for International Development (DFID), "Briefing, Higher Education", october 2008, p.14.: <http://www.dfid.gov.uk/Documents/publications/briefing-higher-educ-5.pdf>

40% of DFID's funding goes to multilateral institutions, including the EC, World Bank and UN, some of these funds are effectively spent on Higher Education (HE) and research programmes.

- Association of African Universities regional capacity building
£3.5 million (6.6 million CAD) have been invested over 3 years in a Challenge Fund to contribute to the revitalisation of HE in Africa, by supporting partnerships with other sub-regional and national HEIs. Support is also provided to the AAU-hosted Working Group on Higher Education (WGHE)

- Other UK Government
In addition to DFID, some funding for international HE activity is provided by other Departments, like the Education Partnership in Africa (see below).

- The Research Councils and National Academics
This programme supports international research collaboration, which includes some support to developing country researchers.

Countries

Mostly Commonwealth countries

Web site:

http://www.usaid.gov/our_work/education_and_universities/higher-ed/index.html

2.2.3. *United States Agency for International Development (USAID)*

Approach in higher education and research

In collaboration with American universities and colleges, USAID supports a wide variety of training, workforce development, and higher education programs that strengthen faculties and administrations in both developing countries and the United States. The most important programme financed by USAID is Higher Education for Development (HED).

Programmes and initiatives

USAID's Higher Education for Development (HED)

This program is an initiative that supports capacity-building by fostering partnerships between U.S. universities, colleges and community colleges and their counterpart institutions in host countries. Since 1987, the HED program and its predecessors have launched more than 300 university partnerships that have strengthened the institutional capacity of more than 200 developing country higher education, research, and training institutions in about 60 countries. HED supports its **mission** primarily by funding **innovative partnerships** that partner U.S. colleges or universities with institutions of higher learning in developing nations. HED aims to diversify, expand, and deepen the engagement of higher education in international development activities, with a focus on human and institutional capacity building and strengthening. For 2008, awards funded by USAID Missions and Bureaus represented 8,094,997 USD. The amount funded by the

Department of State was 569,757 USD. For the global partnerships in the 2008 fiscal year, the amount was 22,932,912 USD. The HED initiative includes various actions:

- [The Institutional Partnerships](#) link U.S. colleges or universities with institutions of higher learning in developing nations. Partners work together to design and implement solutions to development challenges across the developing world;
- [Tips for submitting applications](#);
- [Roundtable discussions](#) engage the development community on a variety of development issues. These discussions, which are typically held at HED's offices in Washington, D.C., bring new ideas to light and help disseminate critical information;
- [The Publications](#) highlight development news, report on conferences, list HED partnerships, and more.

Countries

West Africa (Benin, Ghana, Mali, Senegal)

[Africa-U.S. Higher Education Initiative](#)

This initiative was developed with the following points in mind:¹²:

- Demand for higher education has been increasing at extraordinary rapid rates;
- Too little investment has been made in African higher education for two decades by both national governments and international donors;
- African national higher education systems have struggled to adapt to changing economic contexte and the broader requirements of an increasingly globalized society.

The Initiative proposes to develop a competitive grants program to fund a significant number of partnerships linking African and U.S. higher education institutions and their strategic partners. Through this grants program the Initiative will encourage the development of projects that show promise for fundamental institutional change and that allow for long-term collaboration within the following focus areas: (1) agriculture, environment and natural resources, (2) engineering, (3) science and technology, (4) health, (5) education and teacher training, and (6) business, management, and economics.

The financial and technical partners are: American Council on Education, American Association of Community Colleges, Association of American Universities, American Association of State Colleges and Universities, National Association of Independent Colleges and Universities, Higher Education for Development, the Partnership to Cut Hunger and Poverty in Africa, Forum for Agricultural Research in Africa, and Association of African Universities.

USAID and the Bill & Melinda Gates Foundation are the main donors. USAID will provide 1 million USD (1.1 million CAD) for this initiative (HED, 2008).

Countries

¹²Africa-U.S. Higher Education Initiative, "Building Human Capacity for the Future", Summary of tentative Plans and Progress to Date :November 2008.

In 2009, there were [Twenty Partnerships](#) in Sierra Leone, Zambia, Kenya, Rwanda, Ivory Coast, Malawi, Uganda, Ethiopia, Namibia, Senegal, Sudan, Mozambique, and Ghana. [Leadership Initiative for Public Health in East Africa](#)

This program supports long term partnerships between schools of public health in East Africa and higher education institutions in the United States.

Other USAID efforts that strengthen HEI capacity-building include the [Collaborative Research Support Program \(CRSP\)](#) and the [Agricultural Biotechnology Support Program II](#) which support collaborative research undertaken by U.S. and host country HEIs in the critical sectors of agriculture and natural resources management. USAID also assists university alliances with private sector partners to improve ICT and vocational education programs in Indonesia, South Africa and Zambia.

USAID proposes different programmes:

- Short and long term training programs in technical sectors of critical importance to host country development;
- Degree programs in fields of critical importance;
- Technical assistance and extension programs in a range of technical sectors (health, agriculture, infrastructure information communication technology, natural resource management, business development, science and engineering);
- Applied research;
- Policy analysis;
- Higher Education scholarship programs.

Web site:

<http://www.hedprogram.org/>

2.2.4. *Ministère fédéral de la Coopération internationale, Allemagne (BMZ)*

Les buts et les principes de l'aide allemande sont la réduction de la pauvreté partout dans le monde, la protection de l'environnement, la construction de la paix et de la démocratie, et la promotion des formes équitables de la mondialisation. Dans le secteur de l'éducation supérieure, il s'agit de faire du renforcement de capacité dans le secteur du savoir comme instrument de développement et de diminuer la fracture numérique entre les pays industrialisés et les pays en développement. L'approche de l'Allemagne en coopération se situe à trois niveaux: l'approche directe vers les partenaires (bilatérale), l'approche européenne et l'approche à travers le cadre international (multilatérale).

Approche en enseignement supérieur et en recherche

La BMZ met de l'avant [six facteurs](#) à prendre en compte pour renforcer les établissements d'enseignement supérieur dans les pays en développement.

- Promotion du développement des institutions d'enseignement supérieur;
- La fuite des cerveaux;
- Formation et enseignement de qualité;
- Promotion des programmes d'étude pertinents;
- Élargissement de l'accès à l'éducation supérieure;

- Promotion de la coopération et des partenariats en éducation supérieure.

La BMZ finance plusieurs acteurs nationaux en coopération dont la *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)* qui se préoccupe également du secteur de l'enseignement supérieur. La GTZ est une entreprise en coopération internationale qui appartient au gouvernement allemand. Le principal client de la GTZ est la BMZ. L'objectif de la GTZ est de promouvoir le développement durable et l'amélioration des conditions de vie des populations dans les pays en développement. Dans le secteur de l'éducation supérieure et de la science, l'approche de la GTZ consiste depuis plusieurs années à appuyer la mise en réseau des universités. La GTZ porte également une attention toute particulière à la gestion efficace des universités, notamment par le biais de l'approche *Higher Education Quality Management Initiative for Southern Africa*. En plus de cette initiative, nous retrouvons également: Summer University for Sustainable Development, Supported institutions, Cooperation with universities, Asian Institute of Technology, Faculty of Forestry, Sabah, Malaysia.

La BMZ finance trois organisations responsables de la promotion des partenariats et de la coopération entre les institutions allemandes et du sud. Il s'agit de la *German Research Foundation (DFG)* qui fournit du financement aux institutions des pays en développement dans différents projets de recherche, conjointement avec des chercheurs de l'Allemagne. Le *German Academic Exchange Service (DAAD)* fournit une scolarisation à des étudiants des pays partenaires de l'Allemagne et la *Alexander von Humboldt Foundation (AVH)* émet des bourses et des prix à des étudiants et chercheurs engagés dans des projets de recherche originaux.

Pays

Non indiqué dans le site Internet.

Sites Internet:

<http://www.gtz.de/en/unternehmen/1698.htm>

<http://www.bmz.de/en/issues/Education/engagement/index.html>

2.2.5. *Agence suédoise de coopération et de développement international (SIDA)*

Approche en enseignement supérieur et en recherche

Selon le document *Support to National Research Development* de l'Agence¹³, l'approche principale dans le secteur de l'enseignement supérieur est d'appuyer la recherche dans les pays en développement. Trois catégories sont privilégiées dans le secteur du renforcement des capacités en recherche : les politiques de recherche, la gestion de la recherche et les aptitudes à mener la recherche.

C'est le *Swedish Agency for Research Cooperation with Developing countries (SAREC)*, un département de SIDA, qui est responsable du secteur de la recherche-coopération. Plus spécifiquement, le SAREC appuie les organismes de recherche, les universités et les instituts de recherche dans les pays partenaires de SIDA, en plus des réseaux nationaux et des programmes de recherche internationaux. Les priorités et les thèmes de recherche

¹³SIDA, *Support to National Research Development*, Guidelines, Edition 2008.

sont adoptés par le Conseil de recherche du gouvernement suédois. Le département de la recherche-coopération est composé de deux entités : le TEAM for Research Policy and Method Development (FORSK) et le TEAM for Global and Swedish Programs (GLOBFORSK). Le SAREC possède un large mandat dans le soutien de la recherche et sa stratégie d'intervention couvre plusieurs thèmes : sciences et technologies, sciences sociales et humaines, ressources naturelles et protection de l'environnement et la santé.

La collaboration s'effectue entre les institutions des pays ciblés (universités, instituts de recherche, ministères, conseils de recherche) et les universités de la Suède, et ce, en privilégiant le renforcement des capacités et la promotion d'une recherche orientée vers le développement; deux objectifs adoptés par le Parlement suédois. L'approche bilatérale semble préconisée. Mise à jour en 2007, la [liste des projets](#) dans le site de SIDA est variée selon les pays ciblés et les besoins des partenaires.

Pays

Selon la liste des projets mise à jour le 22 novembre 2007 : Burkina Faso, Éthiopie, Mozambique, Tanzanie, Ouganda, et Rwanda.

Sites Internet:

http://www.sida.se/sida/jsp/sida.jsp?d=667&a=4452&language=en_US

http://www.sida.se/?language=en_us

2.2.6. *Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD)*

Approach in higher education and research

The Norwegian Centre for International Cooperation in Higher Education (SIU) is funded by contracts and grants from the Norwegian Ministry of Education and Research, the Norwegian Ministry of Foreign Affairs, NORAD, the Nordic Council of Ministers, the Commission of the European Community and Norwegian Directorate for Education and training. SIU is an administrative agency under the Norwegian Ministry of Education and Research.

This Agency promotes international cooperation in education and research. According to the [Annual Report 2007](#), activities in higher education were mainly held in South Africa through the Research Council of Norway and in Tanzania through SIU.

SIU is a knowledge and service organisation with the mission of promoting and facilitating cooperation, standardisation, mobility, and the overcoming of cultural barriers to communication and exchange within the realm of higher education on an international level. The centre is charged with the important task of coordinating national measures according to official Norwegian policy within the field of internationalisation.

Programmes and initiatives

[Norad's Programme for Master Studies \(NOMA\)](#)

- Support the development of Master programmes at higher education institutions in the South through close collaboration with higher education institutions in Norway, in accordance with national needs;

- Achieve, in a longer term perspective, sustainable capacity of institutions in the South to provide the national workforce with adequate qualifications within selected academic fields of study;
- Stimulate South-South-North cooperation through supporting the development of regional Master programmes;
- Enhance gender equality in all programme activities;
- Strengthen and further develop the competence of Norwegian higher education institutions to integrate global, as well as developmental perspectives, in their professional work.

This programme is financed by NORAD with a budget of NOK 343 million (62.2 million CAD).

The Norwegian Programme for Development, Research and Education (NUFU)

- Support the development of sustainable capacity and competence for research and research-based higher education
- Contribute to enhanced academic collaboration in the South and Between South and North.

This program is financed by NORAD with a budget of NOK 300 million (54.4 million CAD) for the 2007-2011 period.

The Tanzania Agreement

- Enhance the quality of higher education and research;
- Contribute to poverty reduction in the country;
- Support academic programmes, staff development, infrastructure and the administrations of the institutions;
- Knowledge production, management, and dissemination of research finding;
- Capacity building.

This program is financed by NORAD with a annual budget of NOK 37 million for 2006-2010 period.

Countries

Mozambique, Tanzania, Uganda, Zambia, and Malawi.

Web site:

<http://www.siu.no/en>

2.2.7. *Netherlands organization for international cooperation in higher education (NUFFIC)*

Approach in higher education and research

NUFFIC is a non-profit, professional organization aimed at making education accessible all over the world, especially in countries where the educational infrastructure is under-resourced. The main donors financing NUFFIC programmes are: the Ministry of Foreign Affairs, the European Union and the Ministry of education. There are three intervention

[profiles](#) in the Development cooperation department: Accelerated achievement of MDGs; Security and development; and Broad-based relationship. NUFFIC's main areas of intervention are:

- Development cooperation;
- Internationalization of higher education;
- International credential evaluation;
- International marketing of Dutch higher education.

Programmes and initiatives

Capacity building is the main program for higher education in Africa. NUFFIC implements programmes that specifically aim to strengthen the performance of individuals, organizations and institutions in developing countries or to develop them in new fields. Three programmes are managed by NUFFIC in the area of Capacity building:

- The [Netherlands Fellowship Programmes](#) (NFP) is focused on education and training, which should lead to capacity building of individuals and their organizations, whether public, private or non governmental;
- The [NPT](#) aims at strengthening the capacity of post secondary education and training organisations. The NPT is a programme of South-North cooperation which helps developing countries to strengthen their institutional capacity for providing post-secondary education and training. It does this by mobilizing the expertise of Dutch organizations, who may call on organizations in other countries to help them meet the specific needs of Southern partners
- The [Netherlands Initiative for Capacity development in Higher education](#) (NICHE) aims to strengthen institutional capacity in developing countries for providing post-secondary education and training. The selection of priority areas for NICHE activities is coordinated with the Royal Netherlands Embassy in the respective NICHE country as well as with the relevant ministry.

Countries

Benin, Ghana, Kenya, Mozambique, Rwanda, [South Africa](#), Tanzania, Uganda, and Zambia

Web site:

<http://www.nuffic.nl/home>

2.2.8. *Direction du développement et de la coopération - Suisse (DDC)*

Approche en enseignement supérieur et en recherche

Le soutien à la recherche comme moteur du développement des pays du sud est une priorité de la [DDC](#) depuis 2002. L'engagement de la DDC se situe dans le renforcement des capacités de recherche ainsi que dans les partenariats et la collaboration entre les acteurs de la Suisse et des pays du Sud, dans le secteur de la recherche scientifique. La DDC possède d'ailleurs un [Plan directeur de recherche](#) qui couvre la période 2008-2011 et qui présente la stratégie de la Suisse dans ce secteur. Il est à noter que dans le document il est fait mention des «institutions du sud» ce qui implique les centres de recherche nationaux à l'extérieur des universités, mais rien n'indique que ces dernières soient incluses dans la stratégie de la DDC.

Programmes et initiatives

[Partenariats de recherche en vue d'atténuer les syndromes du changement global \(PRN-Nord-Sud\).](#)

Le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) a créé ce programme en 2001 et il le cofinance avec la DDC. La DDC finance les activités de recherche menées par les partenaires du sud et la FNS finance celles en Suisse. Les deux partenaires souhaitent ainsi promouvoir la recherche sur des thèmes majeurs du développement et le partage des connaissances. L'objectif est de développer les capacités de recherche des individus et des institutions dans une perspective de développement durable. Les bénéficiaires de ce projet sont les scientifiques de la Suisse et des pays du Sud. Le montant de l'appui se situe à 7 millions de francs suisses (7.5 millions \$ canadiens) et les deux partenaires y participent à hauteur de 50% chacun.

Le PRN Nord-Sud mise sur le renforcement des capacités et favorise une approche de la recherche par des études pratiques effectuées à petite échelle et misant sur une base empirique. Le programme favorise également les échanges directs de compétences et d'expériences entre les partenaires du Sud. Des séminaires et des rencontres sont également prévus ainsi que des publications scientifiques.

Pays

Non spécifié sur le site Internet

[Commission for Research Partnerships with Developing countries \(KFPE\)](#)

Cette commission fait la promotion des partenariats scientifiques avec les pays en développement et en transition. La commission souhaite:

- Convaincre la communauté scientifique, les milieux politiques et le public de l'urgente nécessité de conclure des partenariats scientifiques avec les pays en développement et en transition;
- Élaborer des concepts de stratégies de recherche, publier des critères et des principes applicables à la réalisation des projets; elle veille à garantir leur qualité, le respect des principes éthiques et la sauvegarde de tous les intérêts de tous les partenaires en présence ;
- Organiser des manifestations en Suisse et à l'étranger, publier des études, s'efforce à promouvoir la relève; plate-forme d'information, elle aide ses membres à étendre et à mettre en oeuvre leurs partenariats scientifiques;
- Former un pont entre le Sud et le Nord de même qu'entre la communauté scientifique et les milieux de la coopération au développement.

[Échanges universitaires](#)

L'objectif est d'appuyer les échanges et la collaboration entre les universités suisses et du sud ainsi qu'entre les institutions de recherche.

[Programme de bourses jeunes chercheurs](#)

Fondé par l'Agence suisse pour le développement et la coopération, ce programme aide les chercheurs des pays en développement à continuer leur activité de recherche dans une

institution suisse. Cette initiative s'inscrit dans le programme de renforcement des capacités de l'Agence suisse.

Sites internet:

http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Activites/Connaissance_des_processus_methodologique_Recherche/Recherche

2.2.9. *Agence française de Développement (AFD)*

Approche en enseignement supérieur et en recherche

Rien n'indique sur le site Web de l'Agence l'existence d'une approche en enseignement supérieur. Depuis 1998, l'AFD intervient en éducation de base et en formation professionnelle. Dans la [politique française d'Aide Publique au Développement \(APD\)](#) l'enseignement supérieur et la recherche constituent, depuis les dernières années, une priorité sectorielle menée par le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID). Pour l'instant cette priorité stratégique n'est pas encore développée de manière détaillée sur le site [France-Diplomatie](#) du gouvernement français.

Dans le [Mémorandum de la France 2008 sur ses politiques et programmes en matière d'APD](#) il est indiqué la possibilité pour des établissements publics de coopérer avec l'Agence française à des projets ponctuels, notamment en enseignement supérieur et en recherche. Il est également mentionné à l'annexe 7 du Mémorandum qu'un des objectifs du Document de politique transversale consiste à promouvoir le développement par la culture, la formation et la recherche (objectif 5 du document).

Toujours sur le site Internet de France-diplomatie, nous retrouvons les [principaux axes de la politique de coopération universitaire](#). Cette politique vise essentiellement la formation, par l'attribution de bourses d'études, des étudiants étrangers en France ou ailleurs dans le monde. Ce volet est assuré par l'Agence CampusFrance, qui remplace les centres pour les études en France (CEF) et le programme EduFrance, présent dans les Ambassades ou les établissements culturels français. L'autre volet de la politique est celui de la formation au sein des institutions des pays étrangers. En Afrique, la priorité est portée vers les formations professionnelles, essentiellement dans les pays francophones.

Sites Internet:

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/education-universite-formation_1043/colonne-droite_1675/sur-theme_2081/cooperation-universitaire_13302.html

<http://www.afd.fr/jahia/Jahia/>

2.2.10. *Direction générale de la coopération au développement - Belgique (DGCD)*

La coopération belge se décline en cinq programmes dont l'élaboration et le financement (ou cofinancement) sont confiés par l'État à la [Direction générale de la coopération au Développement](#) (DGCD), le Service Public Fédéral Affaires étrangères, le Commerce extérieur et la Coopération au Développement.

La coopération gouvernementale, essentiellement financée par la DGCD et exécutée par la [Coopération technique belge](#) (CTB), se concentre sur le développement humain durable et la lutte contre la pauvreté.

La coopération non gouvernementale comprend les programmes des universités exécutés par le Conseil interuniversitaire de la Communauté française (CIUF) ou le *Vlaamse Interuniversitaire Raad* (VLIR). Les programmes de la coopération non gouvernementale sont cofinancés par la DGCD mais préparés et exécutés par les acteurs dits indirects : universités, ONGs, et l'[Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'étranger](#) (APEFE).

En ce qui concerne la politique belge de coopération multilatérale, la DGCD s'associe à [une vingtaine d'organisations internationales](#): Banque mondiale, UNICEF, OMS, Croix rouge internationale, ONUSIDA, etc. et à l'Union européenne (Fonds européen de Développement). Les deux autres programmes de la coopération belge comprennent le Fonds de survie et l'aide humanitaire.

Approche en enseignement supérieur et en recherche

La [Commission universitaire pour le développement](#) (CUD) est responsable, au sein du CIUF¹⁴, de la mise en œuvre de la politique de coopération universitaire au développement. L'État belge a confié à la CIUF le mandat d'exécuter la conception, la réalisation et le suivi de la coopération universitaire. La CUD est ainsi un acteur indirect de la coopération belge. L'objectif consiste à mettre en commun les ressources et les potentialités des universités francophones de Belgique pour augmenter l'efficacité de leur contribution à la coopération internationale et rendre possible la réalisation de projets. Trois mandats définissent les actions de la CUD:

- Définition d'une politique commune de coopération au développement pour les universités belges francophones;
- Promotion de cette politique commune auprès des pouvoirs publics et des autres acteurs de développement, notamment en assurant l'interface entre ceux-ci et les universités belges francophones;
- Coordination et gestion des programmes et activités mis en œuvre dans le cadre de la politique commune de coopération universitaire au développement.

Programmes et initiatives

Le rôle de la CUD est d'appuyer les universités du Sud en tant qu'acteur de développement et ses actions sont de : renforcer les universités du Sud dans leurs missions fondamentales (formation, recherches, services à la société); et contribuer au développement économique, social et culturel de leur pays et de leur région dans le contexte de la lutte contre la pauvreté. Les programmes de la CUD sont les suivants¹⁵ :

1) Le programme de Coopération universitaire institutionnelle (CUI)

Ce programme vise au renforcement institutionnel de certains partenaires dans les pays

¹⁴Conseil interuniversitaire de la Communauté française de Belgique : <http://www.ciuf.be>

¹⁵Coopération universitaire au développement (CUD), «Construire ensemble le savoir comme moteur de développement», Plan quinquennal 2003-2007, 69p. <http://www.cud.be/images/stories/docs/cuip2.pdf>

en développement, en vue de contribuer au développement de leur pays et de leur région.

2) Le programme des Projets interuniversitaires ciblés (PIC)

Constitué de projets de recherche stratégique ou de transfert des connaissances au profit des populations locales, ce programme se réalise dans les pays en développement, en partenariat avec des universités et institutions de recherche du Sud.

3) Le programme Formation, Recherche & Sensibilisation pour le Développement (FRSD) comprend des activités menées principalement en Belgique au bénéfice des pays en développement. Il vise à la fois la formation des ressources humaines des pays en développement, l'appui à la politique de coopération belge par le financement de groupes interuniversitaires de recherche et la sensibilisation de la communauté universitaire belge aux problématiques du développement.

4) Le programme Bourses

Octroie, chaque année, 150 bourses de cours et 70 bourses de stages à des ressortissants de pays en développement pour suivre une des formations soutenues par la CUD dans le cadre des cours et stages internationaux.

5) Les Pôles de Formation spécialisés

Programmes de formation universitaire répondant à un besoin régional de formation dans des domaines prioritaires liés au développement.

6) Le programme Frais de formation

Vise à financer les universités francophones belges pour les formations qu'elles dispensent, dans le cadre de leur offre générale de formations diplômantes, à des ressortissants des pays en développement.

La CUD mise sur deux formes d'approches: l'approche interdisciplinaire (approche intégrée) et l'approche interuniversitaire (mise à la disposition des experts belges aux universités du Sud).

Les activités de la CUD visent également les services administratifs, les étudiants et les populations locales. Au niveau régional, la CUD encourage les collaborations entre les universités du Sud en favorisant les réseaux scientifiques régionaux. En plus des partenariats et de l'appui institutionnel, la CUD conduit également des activités transversales¹⁶, comme le projet de «bibliothèques africaines», ainsi que des stages en pédagogie universitaire, qui s'inscrivent dans le programme «coopération universitaire institutionnelle».¹⁷

¹⁶*Ibid.*

¹⁷*Id.*, p.38.

Pays

Les actions de la CUD se concentrent en Afrique subsaharienne avec une présence plus soutenue en Afrique centrale. L'Afrique subsaharienne représente plus de 50% du budget de la CUD¹⁸.

Selon le Plan quinquennal 2003-2007, les partenariats suivants devaient être reconduits : Université nationale du Bénin; Université de Ouagadougou; Université nationale du Rwanda; Université du Burundi; Université de Kinshasa; et Université de Lubumbashi.

Sites internet:

<http://www.cud.be/content/view/408/343/lang,/>

<http://www.cud.be/>

<http://www.btcctb.org/showpage.asp?iPageID=276>

2.3. Multilatéral

2.3.1. Agence universitaire de la francophonie (AUF)

L'AUF est partenaire, depuis 1989, des établissements d'enseignement supérieur et de recherche qui ont choisi le français comme langue d'enseignement. Elle propose plusieurs programmes de coopération visant notamment à soutenir la recherche et l'enseignement en français. L'AUF est une association¹⁹, plus spécifiquement un opérateur de la Francophonie institutionnelle, un statut adopté au Sommet de Hanoi en 1997.

Depuis 2000, l'Agence connaît une période de développement importante, marquée par une consolidation de son budget et une progression de 50 % du nombre d'établissements membres. En 2007, le budget de l'AUF s'établissait à 40.5 millions d'euros (65.9 millions \$ canadiens). Les dépenses liées aux programmes représentent 78.6% du budget total de l'Agence. Le programme «Soutien et renforcement de l'excellence universitaire» obtient la plus importante part avec 15.605 millions d'euros. Le programme «Soutien des TIC au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche» reçoit quant à lui 6.658 millions d'euros²⁰ (10.8 millions \$ canadiens). L'AUF fédère aujourd'hui un réseau de 677 établissements répartis sur tous les continents, dans 81 pays, dont 53 sont membres de l'Organisation internationale de la Francophonie. L'objectif de l'Agence est de contribuer à la construction et à la consolidation d'un espace scientifique en français en:

- Favorisant la coopération scientifique;
- Formant des futurs acteurs du développement;
- Soutenant la recherche et l'excellence;
- Partageant l'expertise.

¹⁸Voir le rapport annuel de la CUD pour le détail des dépenses par pays et projets:

<http://www.cud.be/documents/rapportannuel2007.pdf>

¹⁹Voir à ce sujet le document suivant : <http://www.auf.org/IMG/pdf/auf-statuts-2004-08.pdf>

²⁰<http://www.auf.org/l-auf/budget/accueil.html>

L'action de l'AUF se concentre autour des 6 programmes suivants:

Programme «Langue française, diversité culturelle et linguistique»

Ce programme prévoit un soutien pour les étudiants et les chercheurs afin de développer l'enseignement et la recherche en français et sur la langue française.

Programme «Aspects de l'État de droit et démocratie»

Le but de ce programme est de contribuer au développement d'une culture démocratique par le soutien des domaines en sciences juridiques et politiques et de consolider un espace de recherche francophone.

Programme «Environnement et développement durable solidaire»

Un soutien auprès de 80 filières universitaires de formation représentant plus de 7200 étudiants dans les domaines de l'environnement et du développement durable. Le programme favorise également la création et le renforcement des liens entre les universités francophones du Nord et du Sud.

Programme «Soutien et renforcement de l'excellence universitaire, partenariats et entrepreneuriat»

Un programme dont le but est d'accompagner les réformes institutionnelles, renforcer les échanges des personnes et des savoir, favoriser l'excellence scientifique et développer des partenariats.

Programme «Innovation par les technologies de l'information et de la communication pour l'éducation»

Un programme dont l'attention est portée à la création d'un programme particulier à l'innovation par les TIC puisque L'AUF veut y renforcer son rôle de leader.

Programme «Appropriation des outils technologiques dans l'enseignement supérieur et la recherche»

Un programme qui met l'accent sur la disponibilité des services de qualité, de l'appropriation des TIC ainsi que des méthodes et des outils.

Approches en enseignement supérieur et en recherche

L'AUF a engagé des actions de coopération au profit des universités du Sud, fondées sur le dialogue, l'échange d'expertise et l'accompagnement en matière de gouvernance universitaire. Ainsi, l'appui de l'AUF vise essentiellement à promouvoir, par un ensemble de séminaires et d'ateliers, la définition d'outils de gestion académique, de gestion stratégique, de gestion des biens et des services, qui prennent mieux en compte les spécificités et les contraintes propres aux universités du Sud, développant ainsi les conditions favorables au changement. Deux aspects sont mis de l'avant:

- L'aspect administratif: aide à la formation et à la gestion universitaire;
- L'aspect institutionnel: aide à la mise en place de réformes, de Conseil scientifique, évaluation de formations ou de projets, restructuration d'établissements.

Programmes et initiatives

Les **thèmes abordés** en gouvernance des universités sont les suivants:

- La gestion et la modernisation des universités;
- Le développement d'une culture d'évaluation (évaluation des programmes, évaluation des unités d'enseignement et de recherche, procédures d'accréditation, évaluation des enseignants);
- La formation des gestionnaires universitaires;
- La formation de formateurs;
- Le soutien à la pédagogie universitaire comprenant l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications;
- Le renforcement des activités de recherche, en particulier au travers de la formation doctorale et des cotutelles de thèses;
- La recherche de nouvelles sources de financement universitaire.

L'AUF intervient dans le secteur de l'éducation supérieure, notamment:

- En mettant de l'avant des projets de coopération scientifique et des pôles d'excellence régionaux;
- En organisant des colloques universitaires internationaux;
- En offrant de nombreuses bourses, pour tous les publics universitaires;
- Par la formation ouverte et à distance;
- Par des filières universitaires de formation;
- Par la mise en réseau des chercheurs;
- Par des campus numériques.

Pays

Membres de l'AUF en **Afrique de l'Ouest** et **Afrique centrale**

Site internet:

<http://www.auf.org/>

2.3.2. *Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)*

Approche en enseignement supérieur et en recherche

L'objectif principal de l'UNESCO consiste à renforcer le rôle de l'enseignement supérieur dans la société du savoir. Ses priorités sont:

- Le renforcement des capacités au niveau national;
- La formation des formateurs et les aspects de politiques attachées à celle-ci;
- Le développement des options de politiques pour répondre aux défis, par la recherche et leur mise en application;
- L'intégration des technologies de l'information de façon durable au sien des pays membres de l'UNESCO.

Au nombre de 16, les recommandations de l'UNESCO issues de la Conférence régionale sur la recherche et l'innovation en Afrique, de novembre 2008, sont les suivantes²¹ :

- Mettre en place des cadres institutionnels performants, dotés de moyens matériels et financiers suffisants;
- Élaborer des plans stratégiques pour la recherche afin de permettre une visibilité. Ces plans, qui doivent émaner d'une démarche concertée entre l'État, les établissements et les partenaires, déterminer les priorités de la recherche en rapport avec les besoins : recherche fondamentale, recherche appliquée et recherche développement. À partir de ces priorités des contrats d'objectifs pourront être signés et sur la base desquels les structures de recherche seront évaluées;
- Généraliser la création d'écoles doctorales, qui font partie intégrante du dispositif du LMD. Ces structures doivent être fondées sur la transdisciplinarité et constituent les principales portes d'entrée aux études doctorales;
- Développer l'innovation par l'approche dite de la «triple hélice», à savoir une coopération formelle et soutenue entre les institutions du savoir, les entreprises et les organismes gouvernementaux, auxquels il faut ajouter les bailleurs de fonds internationaux qui jouent un rôle essentiel dans le financement de la recherche en Afrique (...);
- Créer les conditions de performance optimale pour les acteurs de la recherche et de l'innovation en associant les structures de recherche aux organisations et aux programmes d'importance stratégique, aussi bien aux plans national, régional qu'international;
- Créer un environnement de travail propice à l'avancement des chercheurs et des enseignants-chercheurs afin d'atteindre une masse critique de professeurs de grade magistral capables de prendre en charge de manière efficace les tâches de recherche et d'encadrement de haut niveau (...);
- Développer des mesures incitatives pour revitaliser la recherche (...);
- Mettre en place des ressources documentaires de qualité : mise à niveau des bibliothèques en matière de technologies de l'information et de la communication (...);
- Améliorer de manière significative et soutenue l'accès aux technologies de l'information et de la communication qui offrent des opportunités inestimables en matière d'acquisition, de création et de transmission des savoirs (...);
- Développer une politique cohérente et volontariste de financement de la recherche. Sans moyens financiers et matériels conséquents, il ne peut pas y avoir de recherche de haut niveau (...);
- Créer des *Fonds de la recherche scientifique* (FRS), à l'échelle nationale, sous régionale et régionale. Ces fonds, doivent faire l'objet de dotations régulières et conséquentes grâce aux contributions des États et des partenaires (entreprises, bailleurs de fonds internationaux) (...)
- Créer des *Agences pour la promotion de l'innovation* (API) aux plans national, sous-régional et régional (...);
- Mettre en place des *Académies des sciences* (...);

²¹ *Op Cit.*, note 1.

- Diversifier la recherche par la mise en place et le renforcement de structures de recherche extra universitaire. Dans ce cadre, soutenir les instituts spécialisés et favoriser la création de centres Nationaux de Recherche Scientifique;
- Accorder une place importante à la coopération scientifique;
- Mettre en place des mécanismes de suivi de la recherche et des équipes de recherche (...).

Programmes et initiatives

UNESCO Forum on Higher Education, Research and Knowledge:

Ce programme, créé en 2001, a pour but la valorisation de la connaissance dans un contexte de développement, et ce, afin de donner suite à la Conférence mondiale sur l'éducation supérieure de 1998 ainsi qu'à la Conférence mondiale sur la science de 1999. L'objectif de cette structure est de mieux comprendre les systèmes et les structures qui caractérisent l'enseignement supérieur, l'innovation, la recherche et la connaissance, avec une attention particulière pour les pays en voie de développement.

Les thèmes globaux du programme sont:

- Le contexte de l'éducation supérieure et de la recherche;
- Les déterminants et les conséquences des changements en éducation supérieure;
- La gouvernance en éducation supérieure et en recherche;
- La connaissance, l'accès et la gouvernance en tant que stratégies de changement;
- La connaissance et sa production;
- Le rôle des universités pour le 21ème Siècle.

Plus spécifiquement, les thèmes régionaux du programme pour l'Afrique sont les suivants:

- Recherche et enquêtes analytiques et historiques en éducation supérieure;
- Les politiques de la Banque mondiale et leurs implications sur l'éducation supérieure;
- Le rôle de l'éducation supérieure dans le système éducatif national;

Ce Forum comprend «l'Initiative spéciale de comparaison des systèmes nationaux de recherche» dont les indicateurs sont les suivants:

- L'histoire et la gouvernance de l'enseignement supérieur, de la science et du développement social;
- Les politiques actuellement en vigueur dans ces domaines;
- Les ressources humaines en science et technologie;
- L'investissement dans la recherche;
- Les stratégies visant à promouvoir l'innovation;
- Le statut des chercheurs;
- Les structures informelles liées à la production de connaissances;
- La coopération scientifique et les accords entre acteurs de la recherche et du développement;
- Les résultats de la recherche.

La stratégie de «l'Initiative spéciale» repose sur des actions dirigées vers des secteurs clés: la formulation des politiques, l'infrastructure, les capacités humaines et les investissements. Elle vient en appui à la prise de décisions.

En ce qui concerne l'initiative du Forum, l'UNESCO travaille en coopération avec l'Association des universités africaines (AUA) et le Conseil pour le développement de la de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA). Le principal partenaire (aspect financier) de l'UNESCO pour ce programme est l'Agence suédoise de coopération et de développement international (SIDA).

Pays

Les recommandations de l'UNESCO touchent l'ensemble des pays subsahariens.

Site internet:

http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=26596&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

2.3.3. *European Union*

Approach in higher education and research

The [EU Strategy for Africa](#) of 2005 emphasizes the importance of cooperation with Africa in higher education to build high-quality tertiary capacity through networking, mobility of students and scholars, and institutional support and innovation. EU development policy seeks to improve the quality of university education in developing countries by:

- Funding developing country students to study at European universities;
- Helping developing countries build the capacity to train and retain qualified university staff.

Programmes and initiatives

[Erasmus Mundus](#)

This programme focuses on sponsoring postgraduate students enrolled in specially approved two-year master's courses organised by consortia of European universities and other institutions of higher education. All courses are taught in at least 3 universities of minimum two European countries.

The programme also supports exchanges of scholars and university faculty members and other inter-institutional cooperation activities.

To help some of the many qualified candidates from ACP countries (mainly Africa) who would otherwise fail to gain places, the EU has approved additional funding in Erasmus Mundus for an ACP "Window" for the past two years.

[Mwalimu Julius Nyerere programme](#)

This five-year programme, currently being negotiated with the African Union Commission as part of the EU-AU joint strategy for Africa offers:

- (mainly postgraduate) student exchanges between universities in African,

Caribbean and Pacific (ACP) countries

- twinning partnerships bringing together, inter alia, European and African universities.

The goal is to provide more skilled professionals to improve the quality of higher education in ACP countries and to build capacity by promoting cooperation between ACP tertiary education institutions. The Nyerere Programme will fund:

- exchanges of students between participating African universities on approved post-graduate courses (lasting maximum two years);
- links between two or more ACP universities to further the process of capacity building. Links will include exchanges of university faculty members for approved teaching programmes, research and staff development, planned and prepared jointly.

The programme is expected to support up to 250 student-years of mobility/exchanges annually.

EDULINK programme

EDULINK is also a major programme for European Union members. This programme funds cooperative projects between Higher Education Institutions in the ACP (African, Caribbean and Pacific States) States and the 15 European Union member states that are signatories to the 9th European Development Fund (EDF). The objective of EDULINK is to foster capacity building and regional integration. Members of EDULINK want to promote higher education as a means of reducing poverty. Thus, the cooperation programme supports networks of Higher Education Institutions and does not provide grants or scholarships.

Generally, the Commission's coordination work aims at achieving coherence and complementarity and is realized in the framework of meetings organised by the Commission for EU Member States experts in development cooperation in the field of education. These meetings are usually opened to experts from other European countries, in particular Norway and Switzerland. Coordination is also taking place at country level between representatives of the Commission and Member States.

Country

Not mentioned on the Website

Web site:

http://ec.europa.eu/development/policies/9interventionareas/humandev/humandeveduc_en.cfm

2.3.4. *African Union*

Approach in higher education and research

Higher education is very important for economic growth and social development in Africa according to the [African Union](#). The Department of Human Resources, Science

and Technology and the Conference of Ministers of Education of the African Union (COMEDAF III) are the main sectors of the African Union working on higher education.

Programmes and initiatives

The main project is the creation of the Pan African University (PAU)²². According to the African union, this university will provide research and training programmes in science, technology and engineering. The goal is to restore the linkage between scientific research and development. The objectives are²³:

- Teaching and research at the post-graduate level in selected areas of sciences and technology and governance;
- Providing support and leadership in articulating Africa's vision, and proposing ways and means of entrenching a culture of peace, integration, innovation and entrepreneurship among the African population;
- Providing exemplars for research methodology and higher education, as well as a repository and fount of knowledge and skill needed in an identified set of fields key to the attainment of Africa's vision;
- Stimulating internationally competitive, leading-edge fundamental and applied research in areas critical to African technical, economic and social development;
- Developing and retaining world-class researchers in areas essential to Africa's productivity as well as its technical and economic growth and;
- Accelerating the exchange of research results within the network and the use of this knowledge within Africa by organizations that can harness it for Africa's technical, economic and social development.

The thematic areas of the PAU are:

- Science, Technology and Innovations;
- Water and Energy;
- Life and Earth Sciences;
- Space Sciences;
- Governance and related issues.

The following sources of funding for the PAU initiative should be explored, according to the African Union:

- Commitment from host country and region;
- Membership and other fees from beneficiary countries;
- Remittances from Diaspora;
- Establishment of an African Educational Fund by the African Union;
- Resource mobilisation from interested and involved partners;
- Private Sector;
- Tuition and fees, etc.

²²African Union, "Establishing Pan African Universities in the Decade of Education for Africa", Department of Human Resources, Science and Technology, Second session of the Bureau of the Conference of Ministers of Education of the African Union (COMEDAF III), Concept Paper, Draft 2, August 2008, 10p.

²³*Ibid.*

Countries

All countries in Africa

Web site:

<http://www.africa-union.org/root/ua/index/index.htm>

2.4. Institutions financières

2.4.1. *Banque mondiale*

Approches en enseignement supérieur et en recherche

De 1998 à 2008 la Banque mondiale a injecté plus de US\$7.43 milliards (8.63 milliards \$ canadiens) pour environ 327 projets en éducation incluant la composante éducation supérieure dans 136 pays. En dix ans (1998-2008) la Banque a dépensé environ US\$327 millions (379.9 millions \$ canadiens) par année pour le secteur de l'enseignement supérieur²⁴. L'Afrique reçoit 17% du budget. La Banque mondiale suggère de²⁵:

- Développer une stratégie pour le développement national des ressources humaines;
- Réformer les mécanismes de financement afin d'encourager avec des primes l'atteinte des objectifs de la politique tout en fournissant aux institutions la stabilité nécessaire pour planifier leur développement de façon stratégique;
- Accorder une autonomie institutionnelle basée sur des mécanismes appropriés de responsabilité en vue d'accroître les possibilités de différenciation des systèmes et d'innovation institutionnelle;
- Encourager la diversité des approches d'enseignement et d'apprentissage qui facilite la spécialisation institutionnelle;
- Promouvoir le développement de programmes nationaux et régionaux de deuxième et troisième cycle; le meilleur moyen d'accroître le nombre d'enseignants universitaires et de développer les capacités de la recherche;
- Rechercher des alternatives pédagogiques à moindre coût pour l'enseignement universitaire.

L'approche de la Banque mondiale est d'assurer un accès pour tous aux études supérieures et plus spécifiquement d'appuyer des programmes répondant aux besoins particuliers des pays concernés. En Afrique subsaharienne, l'enseignement supérieur représente 19% du total des prêts versés par l'institution en éducation. Des projets sont en cours d'exécution en Éthiopie, en Mauritanie, en Ouganda, au Mozambique, au Burkina-Faso, et en Tanzanie. La Banque soutient également des réformes en éducation qui concernent l'enseignement supérieur dans 13 pays²⁶.

²⁴<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTEDUCATION/0,,contentMDK:20298183~menuPK:617592~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282386,00.html>

²⁵Banque mondiale, «L'enseignement supérieur comme moteur du développement économique en Afrique Sub-Saharienne», 2008, 214p. Synopsis du document en anglais:

http://siteresources.worldbank.org/EXTAFRREGTOPEDUCATION/Resources/ACU_Synopsis_ENG_TYPESET_RIGHT.pdf

²⁶*Ibid.*

Les domaines prioritaires pour la Banque mondiale sont les suivants²⁷:

- L'amélioration des politiques de financement durables dans un contexte marqué par l'augmentation des inscriptions;
- La diversification de l'enseignement supérieur à travers des programmes de formation technique et professionnelle, le renforcement des partenariats public-privé;
- L'amélioration de l'environnement des politiques et de la gouvernance ainsi que le renforcement des capacités managériales et institutionnelles du secteur éducatif;
- L'amélioration de la qualité par l'augmentation du corps enseignant et l'amélioration des mécanismes d'assurance qualité et de la capacité d'absorption des nouvelles technologies, notamment les TIC;
- Le renforcement des liens avec le marché de l'emploi par la création des réseaux avec les industries, le renouvellement des cursus et une meilleure orientation des étudiants;
- Le renforcement des capacités au niveau régional par la création de pôles d'excellence régionaux et des réseaux de connaissance.

De plus, 7 autres priorités apparaissent dans la section [Tertiary Education](#) sur le site Internet de la Banque mondiale:

- Augmenter la diversification institutionnelle;
- Renforcer la recherche en science et technologie ainsi que la capacité de développement;
- Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation supérieure;
- Promouvoir des mécanismes équitables pour aider les étudiants désavantagés;
- Établir un processus de financement durable;
- Renforcer les capacités de gestion;
- Favoriser le développement des NTIC pour lutter contre la fracture numérique.

Programmes et initiatives

Le programme [Knowledge for Development](#) met notamment l'accent sur l'éducation et le développement des connaissances en tant que piliers de l'économie du savoir. Ce programme fournit des avis politiques à certains pays, comme en Tanzanie, en Afrique du Sud et dans la zone des pays francophones africains.

Dans le document «L'enseignement supérieur comme moteur du développement économique en Afrique Sub-Saharienne», la Banque mondiale mentionne les modes d'intervention suivants:

- Assistance technique dans la préparation des stratégies facilitant l'accès des institutions d'enseignement supérieur aux ressources externes et l'emprunt des ressources auprès des autres bailleurs de fonds multilatéraux ou bilatéraux;
- Des prêts visant à appuyer les projets gouvernementaux inclus dans les stratégies d'assistance pays;
- Des prêts de la Société financière internationale aux institutions privées.

²⁷ *Id.*, note 23.

En outre, [quatre types d'activités](#) permettent à la Banque mondiale de supporter le développement du secteur des études supérieures: analyse des enjeux et du portrait africain, investissement dans le secteur, stratégie d'apprentissage et développement de partenariats avec d'autres acteurs du milieu.

La Banque mondiale travaille avec d'autres acteurs institutionnels afin de mener à terme ses projets. En Afrique subsaharienne, la Banque mondiale travaille en collaboration avec l'Association of African Universities (AAU) et ADEA. Dans la zone francophone, la Banque mondiale collabore étroitement avec l'AUF, la CRUFAOCI et le ministère des Affaires étrangères de la France.

Pays

Afrique subsaharienne

Site Internet:

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/EXTAFRREGTOPEUCATION/0,,contentMDK:21678040~menuPK:4762592~pagePK:34004173~piPK:34003707~theSitePK:444708,00.html>

2.4.2. *Banque africaine de développement (BAD/AFDB)*

Approche en enseignement supérieur et en recherche

La stratégie de la [Banque africaine de développement](#) vise à élaborer un cadre pour l'intensification de sa participation aux activités du sous-secteur de l'enseignement supérieur, ainsi qu'à engager la communauté internationale dans l'appui de la redynamisation de l'enseignement supérieur en Afrique. Elle est conçue non seulement pour renforcer l'enseignement supérieur et la science et la technologie, mais aussi pour créer et favoriser l'interface entre les deux en vue du perfectionnement des aptitudes requises en science et technologie. La stratégie cible non seulement les universités, mais également d'autres institutions d'éducation afin de créer des pôles d'excellence et la mise en réseaux de ces établissements.

Programmes et initiatives

[Support to Network of Regional African Institutions of Science and Technology \(AUST & 2IE\) project](#)

L'objectif de ce projet est de contribuer au développement d'une expertise de haute qualité en science et technologie à travers la formation des étudiants en sciences et en ingénierie dans divers champs afin de favoriser le développement économique et l'intégration régionale par le biais de réseaux. (budget : 30 000\$cad)

[Programme d'urgence de l'éducation nationale](#)

Le programme a pour principal objectif d'améliorer l'offre et la qualité de l'éducation et de la formation. Le programme va permettre de généraliser la scolarisation au niveau du fondamental et collégial, d'améliorer la qualité et le rendement au niveau du secondaire et du supérieur, de bien former les enseignants, de réduire les inégalités liées au genre et à l'appartenance socio-économique et de doter le pays en ressources humaines nécessaires pour le développement économique et social. La BAD investit environ 163,000 \$CAD

dans ce projet.

[The African Virtual University \(AVU\) Support Project](#)

L'objectif est de favoriser le développement des ressources humaines à travers une intégration régionale plus poussée. Il s'agit également de renforcer les capacités institutionnelles. La BAD, par le biais du FAD, investit dans ce projet environ 30,000 \$CAN.

[Projet d'appui au réseau d'institutions africaines de sciences et de technologies de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\)](#). Récemment, la Banque africaine de développement a approuvé un soutien financier de 17,60 millions USD (20,4 millions \$CAN) pour ce projet. Deux centres d'excellence de la région ont été ciblés comme partenaires: l'Université africaine de sciences et technologie (AUST) à Abuja et l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement (2IE) situé à Ouagadougou.

La BAD finance également le projet d'appui à l'enseignement supérieur au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), le Forum pour la recherche agronomique en Afrique et le projet d'appui à l'Institut de sciences de Kigali.

Pays

Différents pays en Afrique

Web site:

<http://www.afdb.org/fr/topics-sectors/sectors/education/>

2.4.3. *Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)*

Approche en enseignement supérieur et en recherche

Dans le «Programme économique régional (PER) 2006-2010²⁸» de l'UEMOA, il est indiqué que l'Union prend note de l'importance de l'éducation supérieure comme élément important pour le développement économique des pays de la région ouest africaine. L'enseignement supérieur est ainsi intégré dans l'axe stratégique du PER sur le développement des ressources humaines dont l'objectif est d'appuyer le développement des systèmes d'enseignement supérieur. De plus, le plan d'Action 2006-2010 du PER comprend divers secteurs prioritaires dont celui de l'éducation supérieure.

Programmes et initiatives

L'axe stratégique du PER «développer les ressources humaines», qui apparaît dans le volume II du PER²⁹, comprend l'objectif stratégique sur «le développement des systèmes d'enseignement supérieur». Deux programmes sont prévus dans l'atteinte de cet objectif: le Programme d'appui et de développement des centres d'excellence régionaux au sein de l'UEMOA et le projet d'appui aux réformes de l'enseignement supérieur. Dans cette logique, l'UEMOA privilégie la création d'institutions à vocation régionale. Cet objectif stratégique comprend deux projets.

²⁸UEMOA, «Programme économique régional (PER) 2006-2010, Volume I: Diagnostic, vision et stratégie», juillet 2006, 65p.

²⁹ UEMOA, «Programme économique régional (PER) 2006-2010, Volume II: Le programme d'actions», juillet 2006, 84p.

«La stratégie et les politiques de l'Union en matière d'éducation épousent celles du NEPAD, en l'occurrence s'efforcer (i) d'améliorer l'élaboration et la réforme des programmes, la qualité de l'enseignement et l'accès à l'informatique et à la télématique, (ii) d'améliorer la pertinence des programmes par rapport au monde du travail et (iii) de favoriser la mise en place de réseaux d'établissements spécialisés de recherche et d'enseignement supérieur.»³⁰ Les objectifs de la stratégie sont:

- La création d'institutions communes d'enseignement supérieur et de formation professionnelle;
- La reconnaissance mutuelle des diplômes sanctionnant les formations dans ces institutions;
- L'évaluation continue des résultats de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle dispensée dans les pays de l'Union.

Ces objectifs s'articulent autour des éléments suivants:

- L'amélioration de l'offre d'éducation;
- L'amélioration de la qualité de l'éducation;
- L'appui et le développement des centres d'excellence régionaux pour soutenir la croissance et permettre la formation optimale des ressources humaines dont l'Union a besoin pour ses chantiers de développement.

L'appui de l'UEMOA en enseignement supérieur s'effectue dans deux projets³¹:

1) Programme d'appui et de développement des centres d'excellence

Visant à appuyer des centres d'excellence régionaux (CER), ce programme devrait se poursuivre jusqu'en 2015. Les objectifs sont :

- Améliorer l'offre de formation de troisième cycle des pays membres de l'UEMOA;
- Renforcer la qualité de la formation dans les institutions de formation des pays membres de l'UEMOA ;
- Appuyer la mobilité des étudiants, des enseignants et chercheurs de la région ;
- Résorber les disparités régionales sous-tendues par une politique volontariste d'allocation des moyens aux étudiants, enseignants et chercheurs ;
- Renforcer la place des femmes dans l'enseignement supérieur ;
- Soutenir la professionnalisation des institutions d'enseignement supérieur en encourageant une meilleure articulation de la formation à l'emploi ;
- Appuyer le développement de la recherche dans les institutions d'enseignement supérieur de l'Union ;
- Soutenir la mise en réseau des institutions d'enseignement et les aider à sortir de l'isolement.

La labellisation des centres d'excellence permet d'obtenir des appuis supplémentaires afin de renforcer leur capacité. Ces appuis ciblent, entre autres: les équipements, la

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Op. cit.* note 25. UEMOA, «Programme économique régional (PER) 2006-2010, Volume IV: Fiches de projet», juillet 2006, p.277, 289p.

documentation, la formation et la recherche; l'appui aux auditeurs et l'appui à la professionnalisation.

2) Programme de soutien aux réformes des systèmes d'enseignement supérieur

Ce programme fait suite à l'étude menée conjointement avec la BAD en 2004-2005 sur un diagnostic de l'enseignement supérieur dans la région ouest africaine. L'UEMOA a ainsi dégagé un certain nombre d'observations visant à réformer l'enseignement supérieur et ainsi atteindre ses objectifs dans ce secteur de l'éducation. Le projet est évalué à 273,835 millions FCFA.

L'UEMOA relève les options suivantes :

- La reconfiguration de l'offre de formation supérieure et de recherche ;
- L'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la recherche ;
- Le renforcement de la gouvernance, de la gestion administrative et financière et du management ;
- L'instauration du dialogue social dans le système d'enseignement supérieur.

Les objectifs de ce programme sont :

- Améliorer la pertinence de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) notamment par le biais de la reconfiguration de l'offre et la généralisation du régime LMD ;
- Améliorer la qualité de l'ESR par le développement du corps des enseignants chercheurs, l'intégration des TIC et l'amélioration des conditions matérielles, techniques et scientifiques de la vie académique ;
- Promouvoir la bonne gouvernance et la gestion de l'ESR par la généralisation d'un système d'information et de gestion;
- Développer le dialogue social par la mise en oeuvre de stratégies de communication appropriées.

Pour le programme de soutien aux réformes des systèmes en ESR, quatre axes d'intervention sont privilégiés:

La reconfiguration de l'offre de formation et la généralisation du système Licence-Master-Doctorat (LMD):

- Reconfiguration de l'offre de formation;
- Généralisation du système LMD;
- Généralisation d'un modèle d'organisation de l'ESR par type d'établissements;
- Développement de la carte universitaire;
- Développement de la formation postsecondaire courte;
- Professionnalisation des filières des licences.

L'amélioration de la qualité de la formation:

- Développement du corps des enseignants chercheurs;
- Développement de programmes de formation nationaux et régionaux performants;
- Intégration des TIC;
- Amélioration des conditions matérielles, techniques et scientifiques de la vie académique.

La promotion de la bonne gouvernance, la gestion et le management du système:

- Harmonisation des normes et des règles de gestion;
- Généralisation du système d'information et de gestion de l'ESR;
- Création du Conseil régional de l'ESR;
- Création d'un observatoire de l'enseignement et de l'emploi.

Le développement du dialogue social et de la participation au sein du système éducatif

- Dialogue social dans les universités et ouverture sur le milieu;
- Stratégie de communication dans l'ESR.

Les bénéficiaires de ce programme:

- Les Ministères en charge de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans tous les États membres de l'UEMOA ;
- Les structures régionales en charge de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche comme le CAMES ;
- Les institutions d'Enseignement Supérieur et de la Recherche telles que les laboratoires et les réseaux de recherche ;
- Le personnel enseignant et administratif, les auditeurs des institutions nationales et régionales de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans les États membres de l'UEMOA.

Pays

Membres : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, et Togo.

Web site:

<http://www.uemoa.int/index.htm>

2.5. Fondations privées

2.5.1. Partnership for Higher Education in Africa (PHEA)

Approach in higher education and research

In 2000, the Ford Foundation, the John D and Catherine T. MacArthur Foundation, the Rockefeller Foundation³² and the Carnegie Corporation of New York, launched the [Partnership for Higher Education in Africa](#) to coordinate their support for higher education in Africa. The Partnership was a response to trends of democratization, public policy reform and the increasing participation of civil society organizations in a growing number of African countries. Foundations sought to support the priority given to education in general and especially the indispensable contribution of higher education to social and economic development. From 2000 to 2005, the PHEA contributed more than 150 million USD (174.3 million CAD) in the capacity building programmes and special initiatives at universities in Africa. The investments in technologies and connectivity to the Internet are to date over 30 million USD (34.8 million CAD). The foundations adopted a multi-layered strategy:

³²Aucune information concernant le secteur de l'enseignement supérieur n'a été relevée dans le site de la Fondation:
<http://www.rockfound.org>

- Select a few countries that accentuate trends of democratization;
- Public policy reform;
- Participation of civil society organizations;
- Priority to higher education;
- Creative and innovative university leadership;
- Partnership must consult with university leaders through mediums such as workshops organized to develop country and their higher education systems.

The most significant focus was on the development of universities' physical infrastructure and human and organizational capacity. Information technologies and connectivity to the Internet were at the core of the programme. The Partnership foundations increased from four to seven with the addition of the William and Flora Hewlett Foundation³³ and the Andrew W. Mellon Foundation in April 2005 and the Kresge Foundation in 2007.

Programmes and initiatives

Developing & Retaining the Next Generation of Academics

- Training interventions that utilize and strengthen existing postgraduate capacity and create communities of scholars. This includes postgraduate training networks, partnerships among universities, and centres of excellence for doctoral training.
- Institutional efforts to address the "push" factors that inhibit recruitment, development and retention of the next generation. This includes attention to policies, practices, services, infrastructure, and the scholarly environment.
- National higher education system differentiation, financing models and sector management policies. This requires engaging with governments, World Bank, AfDB, and the bilateral agencies.

Information and Communications Technologies (ICT) and Higher Education

Because ICT is a key to enhance the capacity of African universities to provide quality training and conduct high caliber research, the Partnership has been heavily engaged in ICT-related work from the outset. The priority for partner institutions was access to **more bandwidth at lower cost**, which is essential for **teaching, learning and research** at the universities. In 2005 almost all of the *Joint Partnership* grants focused on ICT.

Regional Approaches to Institutional Capacity Building and Research

The Partnership is committed to regional networks that build economies of scale and critical mass in selected fields. Support to the African Economic Research Consortium (AERC), the Association of African Universities (AAU), the University Science, Humanities and Engineering Partnerships in Africa (USHEPiA) program and the Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA) falls within this category

³³Cette fondation consacre ses activités en *Open educational resources*. Le mode d'intervention, essentiellement sous forme de bourses et d'appui technique, ainsi que les stratégies de la Fondation sont spécifiquement axés vers ce secteur. Différents projets sont en cours actuellement dans certaines universités africaines. Plus de détails : <http://www.hewlett.org/grants?search=search&keyword=&year=All®ion=Africa&program=Education&x=49&y=4&searchType=library>

Higher Education Research and Analysis

Across the two phases of the Partnership's work, higher education research and advocacy have been addressed in a variety of ways. Much of the research aimed at understanding the rapidly changing higher education sector, institutional transformation, and the contribution of higher education social and economic development in Africa.

The Higher Education Research and Advocacy Network in Africa (HERANA) is a major PHEA-supported initiatives. HERANA, a closely inter-related and coordinated set of research, policy, and advocacy networks, is supported by four of the PHEA foundations: Carnegie Corporation and the Ford, Kresge, and Rockefeller Foundations.

The Partnership makes its grants through **two funding vehicles**: *Joint Partnership Initiatives*, and *Individual Foundation Grantmaking*. Each Partnership member works directly with individual grantees in the seven focus countries according to the foundation's mission, priorities, and geographic mandate. Funding decisions are made independently by each foundation using its normal mechanisms for review and decision making.

- The PHEA foundations provide direct support to African university partners and it does not directly support individuals as fellowships and research grants are only available through host African universities;
- PHEA's support responds to demand from African university partners. The Bandwidth Consortium is a prime example of this responsive approach. Support for US-African university partnerships can only be the result of a request from an African university partner and it must be identified as a clear priority for that university;
- The PHEA prefers to go deeper rather than broader. There is no plan at this time to expand the countries in which the PHEA is engaged or to expand the university partners;
- As consultation is important to effective support, the Partnership takes advantage of regular gatherings of university leaders and higher education scholars. Also the Partnership creates opportunities, such as workshops to discuss commissioned research or Think Tanks to develop [a framework to guide PHEA grantmaking on eLearning \(...\)](#).

The following issues are part of the Partnership's strategy:

- Providing financial support;
- Assisting participating university leaders to identify common challenges across countries through regional networks and to build economies of scale and critical mass in selected fields, especially in the sciences and basic social research;
- Advocating the essential role of strong universities in sustaining economic growth, community coherence, and social justice; stimulating external support; and sharing information with African governments, other funders and the general public, including the individual and institutional grantees that the foundations assist;
- Supporting a forum of leaders of African universities to share each other's experience, concerns, and strategic thinking, and linking this group to the global

- higher education community;
- Reflecting with participating institutions on foundation grant strategy, assessing what has been achieved and, as part of a communications initiative, sharing what has been learned.

Countries

The Partnership supports 49 universities within nine countries; 22 universities receive significant funding for systematic transformation of the university as a whole. The Partnership countries are Egypt, Ghana, Kenya, Madagascar, Mozambique, Nigeria, South Africa, Tanzania, and Uganda.

Web site:

<http://www.foundation-partnership.org/index.php?id=1>

2.5.2. *John D. and Catherine T. MacArthur Foundation*

Approach in higher education and research

The **Foundation** works essentially in Nigeria with the Universities of Ibadan, Ahmadu Bello, Bayero, and Port Harcourt. The objective is capacity building (grants and bursaries) of the universities. The Foundation has committed 40 million USD (46.4 million CAD) to Nigerian universities. MacArthur supports projects to:

- Improve information and communication technologies;
- Enhance staff and faculty development;
- Update and expand electronic and print collections at libraries;
- Upgrade university facilities, with emphasis on facilities/equipment for scientific research;
- Encourage collaborations and linkages with other universities and the private sector;
- Strengthen strategic planning; and
- Build fundraising capacity.

Programmes and initiatives

In the **four Nigerian Universities**, the Foundation supports capacity building in scientific research. For example, the Foundation helped in the construction of a fiber-optic network at Ahmadu Bello University. At Bayero University, the Foundation has supported the establishment and equipment of the Faculty of Agriculture.

Country

Nigeria

Web site:

<http://www.macfound.org/site/?c=IkLXJ8MQKrH&b=939141>

2.5.3. *Andrew W. Mellon Foundation*

Approach in higher education and research

The main goal of the **Foundation's** higher education program in South Africa is to develop capacity in higher education and particularly in research by providing

opportunities for individuals who were previously disadvantaged and individuals who have demonstrated a commitment to the previously disadvantaged. Over the last 18 years the South Africa program of the Foundation has made grants of over USD\$ 75 million.

Programmes and initiatives

The Foundation:

- Supports fellowships for honors, Masters and PhD students; Underwrites academic posts for three years in order to increase faculty diversity;
- Supports USHEPiA, a fellowships program to strengthen universities in sub-Saharan Africa;
- Supports research in key areas in the humanities and social sciences; Promotes the strengthening of the civil service in South Africa through support for the Public Policy Partnership;
- Supports research in the use of technology in higher education;
- Supports regional library collaborations of universities and technikons;
- Grants to the South African Bibliographic Network (SABINET) to support library collaboration at the national level and to promote access to JSTOR, a scholarly journal database;
- Improves access to the Internet for all of South African higher education through the Tertiary Education Network (www.tenet.ac.za).

Country

South Africa

Web site:

http://www.mellon.org/internet/grant_programs/programs/higher-education-and-scholarship/

2.5.4. *Kresge Foundation*

Approach in higher education and research

Through direct grants to South African universities and higher-education organizations, the **Foundation** helps to build the long-term local capacity of institutions in several specific ways. In 2005, the Kresge Foundation committed USD10.5 million (12.2 million CAD) over five years and partnered with Inyathelo³⁴. The Kresge Foundation wants to enhance the ability of South African Universities through its capacity building programmes. The Foundation's approach to the South African higher education system is manifested in many ways:

- Increase the quality and quantity of locally produced research;
- Improve learning and teaching;
- Support university management;
- Promote higher education innovation;
- Nurture university-community relationships.

³⁴Inyathelo is the South African Institute for Advancement. The partnership between Kresge and Inyathelo supports five institutions : Cape Peninsula University of Technology, University of Pretoria, University of the Western Cape, University of the Witwatersrand and Red Cross Children's Hospital Trust.

Programmes and initiatives

The grant awards are used to:

- Train the next generation of academic researchers and teachers; Diversify the Academy by gender, race and ethnicity;
- Renovate or construct laboratories and other facilities to meet world-class standards;
- Build the management capacity and expand the income streams of universities;
- Improve the preparedness and success of university students;
- Encourage universities to be fully engaged with their neighbors and the surrounding communities.

Country

South Africa

Web site:

<http://www.kresge.org/index.php/what/education/>

2.5.5. *Ford Foundation*

Approach in higher education and research

The **Ford Foundation** supports interdisciplinary scholarship in the social sciences and humanities on the premise that complex problems are best approached from multiple perspectives, including a focus on gender, race, ethnicity, identity, religion and culture. The Foundation looks for ways to build knowledge that deepens understanding of diversity and helps inform civic discourse in a continually diversifying nation and world. In 2001 the Ford Foundation launched a 50 million USD (58.1 million CAD) ten years global initiative *Pathways to Higher Education*. This initiative supports more than 125 institutions in the world (policies, training, curricula, mission, supporting students...) through fellowships and grants. The grants in West Africa average about 12 million USD (13.9 million CAD) annually, with a focus on Nigeria. At the moment, no program is specifically focusing on the field of higher education.

Programmes and initiatives

- Building and sharing knowledge about educational policies and practices that promote high-quality education for all students, with particular emphasis on the experience of marginalized groups in primary, secondary and higher education;
- Fostering community engagement and participation that promote improved and more equitable educational policies and practices;
- Strengthening the quality of teaching and learning within school systems, particularly for underserved groups, through the development of innovative models;
- Funding scholarship that can inform the public discourse about issues of identity, difference and equity in globalizing societies;
- Funding fellowship programs for individuals, model programs at institutions and research to inform the policy discourse.

The Ford Foundation's 10-year International Fellowships Programme (IFP) is another program managed by AAU until 2010, exclusively for West Africa and working in Ghana, Nigeria and Senegal (AAU, 2005).

Countries

South Africa, East Africa and PHEA initiative countries

Web site:

<http://www.fordfound.org/fields/education/overview>

2.5.6. *Carnegie Corporation of New York*

Approach in higher education and research

The **Carnegie Corporation** works for the advancement and diffusion of knowledge.

Programmes and initiatives

The main objective of the corporation is to build capacity in Sub-Saharan Africa. The main actions taken are:

- Assesment of leading universities in selected sub-Saharan Africa countries: South Africa, Tanzania, Uganda, Ghana and Nigeria;
- Individual capacity building programs in selected African countries;
- Research, dissemination and outreach on the educational landscape in selected sub-Saharan African countries;
- The **Partnership for Higher Education in Africa**, a collaborative effort of Carnegie Corporation and the Ford, Rockefeller, Macarthur, Hewlett, Mellon and Kresge foundations, and investing in higher education in Africa;

Carnegie Corporation also works with the Council for Advancement and Support of Education (CASE). **CASE** is the professional organization for advancement professional at all levels who work in alumni relations, communications, fundraising, marketing and other areas.

Countries

Tanzania, South Africa, Uganda, Ghana and Nigeria

Web site:

http://www.carnegie.org/sub/program/international_program.html

2.6. **Associations, réseaux et autres acteurs institutionnels**

2.6.1. *Association of Commonwealth Universities (ACU)*

Approach in higher education and research

Founded in 1913, the **ACU** is a caritative society. The Association's activities are essentially:

- Assisting members to develop the capacity of their human resources;
- Promoting, through several programmes, the movement of academic and administrative staff and of students from one country of the Commonwealth to

- another;
- Providing information about universities and about issues of relevance to them;
- Hosting a higher education management consultancy service;
- Organising meetings of various kinds.

Activities are concentrated into **three areas**: environment scanning, Policy Research, Dissemination Activities.

Programmes and initiatives

ACU works in collaboration with the *Foreign and Commonwealth Office* (FCO), DFID and different Foundations in the Commonwealth Community, such as the *Commonwealth Universities Study Abroad Consortium* (CUSAC) and the *Commonwealth Foundation*. Scholarships, fellowships and bursaries are the main ways to help the members.

Countries

Members of ACU in Africa : Botswana, Cameroon, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibia, Nigeria, Sierra-Leone, South Africa, Swaziland, Tanzania, Uganda, Zambia, and Zimbabwe.

Web site:

<http://www.acu.ac.uk/cgi-bin/frameset.pl?ml=aboutacu&sl=aboutacu&select=aboutacu>

2.6.2. *Association des universités africaines (AUA/AAU)*

Approach in higher education and research

The **Mission of the AAU** is to raise the quality of higher education in Africa and strengthen its contribution to African development by fostering collaboration among its member institutions; by providing support to their core functions of teaching, learning, research and community engagement; and by facilitating critical reflection on, and consensus-building around, issues affecting higher education and the development of Africa. Member university subscriptions, grants from African countries, the African Union, the African Capacity Building Foundation and donor assistance are the main sources of financing. The main objectives of the Association are to:

- Promote cooperation among higher education institutions in Africa;
- Collect, classify and disseminate information on higher education and research, particularly in Africa;
- Facilitate cooperation between its members and the international academic world;
- Study, publicize and advocate the educational and related needs of African higher education institutions;
- Facilitate the exchange of information and experience among members of the academic community, and promote best practices.

Programmes and initiatives (examples)

Leadership Development (LEDEV)

The AAU has launched its Leadership Development Workshop (LEDEV) series. The series forms part of the *AAU Capacity Development Project for the Revitalisation of African Higher Education Institutions (AAU-CADRE)*, funded by the African Capacity

Building Foundation (ACBF). The broad aim of LEDEV is to enhance the leadership skills of university leaders, particularly in the promotion of innovation and the management of change. Themes of LEDEV are:

- Financial Management: resource mobilisation and allocation; financial analysis, reporting and performance monitoring;
- Institutional Culture, Gender and Change;
- Conflict Management and Resolution;
- Quality Assurance;
- University Leadership and the Fight Against HIV/AIDS;
- ICT and Research and Education Networking.

Management Development Workshop (MADEV)

The AAU Management Development (MADEV) Workshop series is a new addition to the AAU's Leadership and Management Programme. The current series forms part of the AAU Capacity Development Project for the Revitalisation of African Higher Education Institutions (AAU-CADRE), funded by the African Capacity Building Foundation (ACBF) and is aimed at enhancing the professional skills of managers of higher educational institutions by equipping them with management skills and knowledge that will help them appreciate the environment in which they are operating and effectively use resources at their disposal towards the achievement of organizational goals.

Study Programme on Higher Education Management in Africa

To help close the gap, the Association, with financial support from the Swedish Agency for Research Cooperation with Developing Countries (SIDA/SAREC) and the Government of the Netherlands, established, in 1993, a Study Programme on Higher Education Management in Africa to develop local capacity for undertaking systematic research on issues of higher education policy and management, and to increase the indigenous knowledge base for African higher education policy-making.

The results of the studies conducted under Phase 1 and Phase 2 of the Programme have added to the knowledge and understanding of the conditions, problems and approaches to the resolution of some key issues in African higher education. These include the underutilisation of resources in public universities and the need for greater cost-consciousness; the relative insignificance of tuition fee income in university finances and the case for a measure of cost-sharing; and the over-subsidisation of municipal services, at the expense of directly academic inputs. The objectives of the [Strategic Plan](#)³⁵ in the universities support are:

- Strengthening capacity for knowledge generation and dissemination;
- Enhancing the voice and recognition of African higher education institutions;
- Strengthening leadership and management in higher education institutions.

Also, there are, in the Strategic Plan³⁶, four areas associated with the AAU's activities in the ICT programme for 2005-2009:

³⁵Union africaine, "Core Program of Activities", 2005-2009, 22p.<http://www.aau.org/coreprog/0509/CP2005-09.pdf>

³⁶*Id.*, p.11.

- Institutional collaboration in higher education;
- Leadership and management (section about research management)³⁷;
- Information and Communication;
- Commissioned research.

According to the AAU, the budget for the core programme is 20,362,000 USD (23.66 million CAD).

Countries

Members of the AAU

Web site:

<http://www.aau.org/about/index.htm>

2.6.3. *Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA)*

Approche en enseignement supérieur et en recherche

Le rôle principal du CODESRIA est de renforcer la base institutionnelle dans le secteur de la recherche, notamment par des programmes de collaboration avec d'autres universités, et centres de recherche publics ou privés en Afrique. Si, à ses débuts, l'organisme ne visait que l'appui à la recherche et le parrainage de groupes de réflexion sur des défis africains, son rôle a évolué à travers la mise en place de groupes de recherche multidisciplinaire nationaux mais également régionaux.

Programmes et initiatives

Selon la Charte constitutive du CODESRIA, les principaux objectifs de sa mission sont:

- Faciliter la recherche universitaire multidisciplinaire;
- Faire la promotion des publications des chercheurs africains;
- Renforcer les compétences des chercheurs africains grâce à un programme de formation;
- Promouvoir le principe de liberté académique;
- Créer de multiples forums d'échanges et d'informations entre les chercheurs africains;

Pour la période 2007-2011, le CODESRIA souhaite porter une attention particulière aux éléments suivants³⁸:

- Le Conseil comme marque de fabrication mondialement reconnaissable et résolument ancré dans les aspirations africaines et qui est synonyme instinctivement d'excellence programmatique et institutionnelle chez le chercheur;
- Une innovation, une diversification et une adéquation complètes des programmes de manière continue ;
- Une stratégie de diffusion plus étendue et plus diversifiée qui englobe la

³⁷ *Id.*, p.14.

³⁸ CODESRIA, «Consolidation et renouveau de la recherche sociale en Afrique», Document du Plan stratégique, 2007-2011, 47p.
http://www.codesria.org/French/pdf_files/plan_strategique.pdf

- communication des résultats de la recherche aux différents milieux impliqués dans la formulation des politiques ;
- La plus grande diversité dans la composition des réseaux académiques au coeur des programmes du CODESRIA;
 - Plus de possibilités d'intégration approfondie des communautés marginalisées dans les activités du CODESRIA ;
 - Le fait d'être comptable, à tous les échelons, devant les membres et les partenaires;
 - L'amélioration de la contribution des communautés au travail du Secrétariat à travers un programme élargi de chercheurs invités ;
 - Des investissements plus importants dans la qualité, la quantité et la diversité des productions ;
 - La stabilité constante des financements à moyen et long termes, une augmentation de la part des fonds de base disponibles, une diversification de la base de financement, et la consolidation d'un Fonds de dotation ;
 - Le professionnalisme du personnel à tous les échelons et une plus forte imprégnation du Secrétariat Exécutif et des instances supérieures du Conseil d'un caractère panafricain.

Les visions et les objectifs stratégiques du Conseil du CODESRIA sont aux nombres de 21, dont les suivants³⁹:

- Contribuer aux efforts visant à retenir et à renouveler les talents et les capacités au sein du système de l'enseignement supérieur et de la recherche avancée en Afrique, à travers des programmes ciblant plusieurs catégories de chercheurs et qui se combinent pour produire le minimum d'incitation nécessaire au maintien de la motivation et de l'engagement des membres de l'académie;
- Élargir le rôle du Conseil dans la production de la connaissance interdisciplinaire et multidisciplinaire, à travers le lancement d'activités de promotion d'un dialogue entre les disciplines des sciences sociales et entre les sciences sociales, d'une part, et les sciences humaines, les sciences de la santé/médicinales, et l'agronomie, d'autre part ;
- Renforcer les liens entre les chercheurs africains et les chercheurs issus d'autres régions du monde, à travers le lancement et la vulgarisation systématique des activités scientifiques communes qui favorisent des rencontres académiques Sud-Sud et Nord-Sud.

Le CODESRIA offre des subventions et des bourses de recherche en plus de mettre sur pied des instituts de recherche à courte durée sur des sujets spécifiques. Il assure une visibilité des chercheurs et des publications en plus de favoriser la mise en réseau de ces derniers à travers le continent africain. Par ailleurs, le CODESRIA collabore avec d'autres institutions régionales et sous-régionales de recherche et leur offre son soutien. Les activités du Conseil du CODESRIA sont directement liées aux besoins et aux préoccupations des universités et des centres de recherche. Le financement du CODESRIA provient des gouvernements africains, des contributions des agences d'aide

³⁹*Id.*, p.28.

bilatérale et de fondations privées, des cotisations annuelles des membres et des revenus provenant des ventes des publications. Selon le Plan stratégique de 2007-2011, le CODESRIA aura à mobiliser environ USD 55 millions (63.9 millions \$ canadiens) pour réaliser les objectifs scientifiques et administratifs qui sont présentés dans le plan.

Pays

L'ensemble des pays africains

Site internet:

<http://www.codesria.org/French/default.htm>

2.6.4. *Conseil Africain et Malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES)*

Approche en enseignement supérieur et en recherche

Depuis 1966, la [mission du CAMES](#) consiste à mettre en place une coopération entre les États membres, à diffuser les documents et la recherche universitaires, à préparer des projets de conventions et à promouvoir la concertation afin de favoriser la coordination et l'harmonisation des programmes en plus de contribuer à développer les échanges entre les institutions. Les principales missions du CAMES consistent à:

- Promouvoir et favoriser la compréhension et la solidarité entre les Etats membres;
- Instaurer une coopération culturelle et scientifique permanente entre les Etats membres;
- Rassembler et diffuser tous documents universitaires ou de recherche : statistiques, informations sur les examens, annuaires, annales, palmarès, information sur les offres et demandes d'emploi de toutes origines;
- Préparer les projets de conventions entre les Etats concernés dans les domaines de l'enseignement Supérieur, de la Recherche et contribuer à l'application de ces conventions;
- Concevoir et promouvoir la concertation en vue de coordonner les systèmes d'enseignement supérieur et de la recherche afin d'harmoniser les programmes et les niveaux de recrutement dans les différents établissements d'enseignement supérieur et de recherche, favoriser la coopération entre les différentes institutions, ainsi que des échanges d'informations.

Programmes et initiatives

En 2006, le CAMES a adopté une [résolution](#) sur le passage des systèmes d'enseignement supérieur de ces membres vers le système LMD. Les instances scientifiques du CAMES sont ainsi sollicitées afin de mettre en place des mécanismes de supervision et de suivi sur l'évaluation de la mise en œuvre des réformes LMD.

Pays

Les [pays membres](#) du CAMES

Site internet:

<http://www.cames.bf.refer.org//index.php>

2.6.5. *Conférence des Recteurs des Universités Francophones d'Afrique et d'Océan Indien (CRUFAOCI)*

Approche en enseignement supérieur et en recherche

Cette organisation africaine propose aux différents pays membres des programmes d'action et veille au renforcement de la coopération entre ces derniers, mais également entre des institutions comme l'AUF, l'AUA, l'UNESCO et le CAMES. LA CRUFAOCI œuvre également à une plus grande coopération régionale dans le domaine de la recherche et de l'établissement de pôles régionaux d'excellence dans les universités. La CRUFAOCI bénéficie du soutien financier de l'AUF.

Programmes et initiatives

Les statuts de la CRUFAOCI sont définis dans les Chartes adoptées en 1973 et en 1989. La [Charte de Kinshasa I](#) propose les actions suivantes : l'information, la documentation et l'édition; la circulation des hommes; la recherche et la formation spécialisée; les moyens à mettre en œuvre; l'appel à l'institutionnalisation de la coopération universitaire africaine.

Quelques années plus tard, la [Charte de Kinshasa II](#) fut adoptée avec les recommandations suivantes:

- La création de Centres d'excellence;
- La création d'un Bureau Régional de l'AUF dans les sous-régions d'Afrique Centrale et d'Océan Indien;
- L'identification et la diversification de la coopération interuniversitaire;
- L'engagement résolu des Universités africaines dans la formation des créateurs et dans la maîtrise de l'art de créer;
- Une plus grande participation des Universités africaines et des Réseaux d'Universités aux organisations économiques nationales, sous-régionales et régionales;
- La mise en place d'un Comité de suivi des recommandations et résolutions émises par les Recteurs, Présidents et Directeurs d'Institutions d'enseignement supérieur grâce à des rencontres périodiques. Bon nombre de ces recommandations ont été retenues et réalisées dans le cadre des activités de l'AUF, agence Francophone pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche.

Pays

Pays africains francophones (Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Océan Indien et Afrique de l'Est).

Web site:

<http://www.crufaoci.bf.refer.org/index.htm>

2.6.6. *Association of University Administrators (AUA)*

AUA is committed to raise the profile of the profession and developing best practices and the highest standards of professionalism in higher education management and administration. AUA's [code of professional standards](#), endorsed by the Association of Heads of University Administration (AHUA) and a growing number of institutions,

provides the framework of core values and principles to underpin the profession of university administration.

AUA is an established provider of professional development opportunities for university managers and administrators in the higher education sector. It aims to help members to identify their own professional development needs. It also provides opportunities to meet these needs through information services, events and conferences and, for those who prefer, a recognised qualification – the Postgraduate Certificate.

AUA has strong links with organisations and individuals worldwide and works closely with the British Council and the Association of Commonwealth Universities. The international work of AUA is carried out by the [AHUA/AUA International Committee](#). The activities are mainly:

- Study visit, either individually or in a group, to a destination either in the UK or internationally
- Attending international conferences eg IMUA
- Exchange visits of no determined length either within the UK or internationally
- Exchange visit to Canada lasting between 4 and 8 weeks

Country

Not mentioned on the Website

Web site:

<http://www.aua.ac.uk/>

2.6.7. *West African Research and Innovation Management Association (WARIMA)*

Approach in higher education and research

[WARIMA](#) was set up in November 2006, at a meeting of over twenty universities from five African countries. WARIMA, now the professional body for research management staff in the West Africa region, aims to help universities make the best use of their research resources by: promoting good practice in accessing external research funds, contract negotiation, financial and other project management and the exploitation of intellectual property. The WARIMA's objectives are :

- Professional development and capacity building;
- Promotion of best practice;
- Increasing awareness of research and innovation issues in academic and public fora;
- Advocacy of appropriate national and institutional policy in support of research and innovation and participation in the development and testing of policy;
- Advancement of science, technology and innovation, including addressing the asymmetries in access to, and diffusion of, knowledge between 'North and South';
- The advancement of a code of professional standards through a framework of values and principles which members are expected to follow;
- The enhancement of the profile of the profession.

Programmes and initiatives

In March 2007, the Institute of Education London (IOE) successfully obtained a grant under the [England-Africa Partnerships](#)⁴⁰ programme (EAP) to support development work of WARIMA in its first year. The project director based at the IOE, was also the Deputy Chair of the Association of Research Managers and Administrators (ARMA), at that time, and through ARMA played an important role in harnessing wider UK involvement.

The IOE worked closely with The University of Ibadan which is home to the new WARIMA office, Chair of the WARIMA steering committee, and centre of its communications network. The University of Sierra Leone and the University of Ghana, which have developed significant expertise in pre-award research administration, played an important role in ensuring that the initiative is a genuinely regional one. Other participants were the recently merged Walter Sisulu University which has first hand experience of developing new research structures in recent years, SARIMA and The Association of Commonwealth Universities which managed the project

Countries

Nigeria, Sierra Leone, Ghana, South Africa, Cameroon, and Gambia.

Web site:

<http://www.warima.org/backto.asp>

2.6.8. *Southern African Research and Innovation Management Association (SARIMA)*

SARIMA was created in 2001 by the Research Directors Forum.

Approach in higher education and research

- Professional development and capacity building of those involved in managing research and innovation systems;
- Promotion of best practice in the management and administration of research and innovation to create value for education, public benefit and economic development;
- Creation of awareness in academic and public forums of the value of a stronger research and innovation system and the contribution it can make to economic and social development;
- Advocacy of appropriate national and institutional policy in support of research and innovation and participation in the development and testing of policy;
- Advancement of science, technology and innovation, including addressing the asymmetries in access to, and diffusion of, knowledge between 'North and 'South'. SARIMA operates at an institutional, national and international level, as well as across the research value chain, from research management to commercialization of research. SARIMA interacts and liaises with other organisations as required.

Projects and initiatives

Research Africa project

This programme works in strengthening the African science and technology policy-

⁴⁰Ce partenariat est maintenant terminé. Il a été remplacé par le programme *Education Partnerships in Africa*.

making, and research community, and connects them with the world scientific community. Research Africa is for African government and institutional policy makers, researchers and research managers. The consortium members of the Research Africa Project are Association of Commonwealth Universities (ACU), ResearchResearch Ltd and the UK Department for International Development (DFID).

Countries

Membership, countries not mentioned in Website

Web site:

http://www.sarima.co.za/index.php?option=com_frontpage&Itemid=1

2.6.9. *Education Partnerships in Africa (EPA)*

Approach in higher education and research

EPA will encourage English and higher education institutions to engage in partnership with sub-Saharan African universities and education and training institutions to build institutional capacity to deliver employability skills in collaboration with local employers and social enterprises. The Department for Innovation Universities and Skills (DIUS) of UK will invest 4,5 million £ (8.5 million CAD) in the EPA programme between 2008-2011.

Programmes and initiatives

This partnership builds upon the recent successful England-Africa Partnerships (EAP) programme which supported innovative approaches to institutional capacity building in the African HE sector. Outcomes include:

- Development of employability skills for local economies;
- Sustainable capacity for HEIs/FE colleges (relating to employability skills, social enterprise & entrepreneurship);
- Partnerships contributing to the broader skills, employability and entrepreneurship agenda in sub-Saharan Africa;
- Engagement of employers and social enterprises in education partnerships;
- Models of good practice for education co-operation between English and African institutions.

EPA is a 3-year programme which will support a minimum of 73 partnership projects from January 2009 to January 2011.

Countries

All countries in Africa

Web site:

<http://www.britishcouncil.org/learning-epa.htm>

2.6.10. Réseau pour l'Excellence de l'enseignement supérieur de l'Afrique de l'Ouest (REESAO)

Approche en enseignement supérieur et en recherche

Créé en 2005, le [réseau](#) rassemble douze universités de six pays de l'Afrique de l'Ouest. Le REESAO a comme principe la concertation permanente afin de favoriser le développement des synergies et des complémentarités entre les membres. Les objectifs du REESAO sont:

- La promotion d'une nouvelle politique de coopération universitaire;
- La modernisation de l'offre de formation universitaire;
- La gestion mutuelle du système LMD.

Le REESAO a pour mission de promouvoir une nouvelle politique de coopération universitaire qui mettra l'accent sur la modernisation de l'offre de formation universitaire pour faciliter la mobilité et l'insertion professionnelle. Le REESAO veut également adopter un cadre de travail pour la mise en place du système LMD, et ce, en partenariat avec des acteurs nationaux et internationaux comme l'AUF, CAMES, UEMOA.

Programmes et initiatives

Le REESAO intervient à plusieurs niveaux et les [activités entre 2005 et 2008](#) ont été variées:

- Mise en place de textes fondateurs;
- Mise en place de structure de fonctionnement;
- Constitution graduelle d'un répertoire des enseignants-chercheurs, des universités membres du réseau;
- Organisation de douze séminaires interuniversitaires de formation des noyaux de formateurs dans le but d'approfondir les échanges sur la nécessité de réformer les pratiques;
- Élaboration de projets d'Accompagnement de la réforme et évaluation du coût de mise en œuvre du système LMD;
- Élaboration d'un plan d'actions avec les activités prioritaires;
- Élaboration des standards LMD du REESAO;
- Harmonisation des cursus (en cours);
- Définition du chronogramme de mise en place du LMD dans le réseau dont la date butoir est en septembre 2011.

Pays

[Membres du REESAO:](#)

- Niger (Université Abdou Moumouni de Niamey)
- Côte d'Ivoire (Université d'Abobo-Adjamé, Université Bouaké, Université de Cocody)
- Bénin (Université Abomey-Calavi, Université de Parakou)
- Mali (Université de Bamako)
- Togo (Université de Kara, Université de Lomé)
- Burkina Faso (Université de Ouagadougou, Université de Koudougou, Université Polytechnique de Bobo Dioulasso)

Site internet:

<http://www.univ-lome.tg/spip.php?article21>

2.6.11. *Commonwealth Scholarships Commission (CSC)*

CSC is responsible for managing Britain's contribution to the Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan (CSFP), established in 1959, and supports around 700 awards annually.

Programmes and initiatives

The [Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan](#) is an international programme under which member governments offer scholarships and fellowships to citizens of other Commonwealth countries. The Plan was established at the first Commonwealth education conference in 1959 and is reviewed by Ministers at their triennial meetings – the only scholarship scheme in the world to receive such high-level recognition. The CSC is celebrating its 50th anniversary in 2009 with a programme of events and activities.

The CSC makes available seven types of award:

- Scholarships for [PhD research](#);
- Scholarships for [Master's study](#);
- [Shared Scholarships](#) with UK universities in support of Master's programmes;
- [Academic Fellowships](#) for staff serving in developing country universities;
- [Split-site Scholarships](#) for PhD students to spend up to one year in the UK;
- [Professional Fellowships](#) for mid-career professionals in developing countries;
- [Distance Learning Scholarships](#) for developing country students to study UK Master's degree courses while living in their own countries.

Countries

Commonwealth countries

Web site:

<http://www.cscuk.org.uk/index.asp>

2.6.12. *Association for the Development of Education in Africa (ADEA)*

Approach in higher education and research

ADEA is:

- A forum for policy dialogue on education in Africa;
- A network of policy-makers, practitioners and researchers;
- A partnership between ministries of education and development agencies;
- A catalyst for education reform.

Created in 1988, ADEA was initially a framework for better cooperation between development agencies. Today, ADEA represents a genuine partnership between African education and training ministries in sub-Saharan Africa and their technical and external partners. It has also developed into a network of policy-makers, educators and researchers, and, based on its capacity to foster policy dialogue, a catalyst for educational

reform. It is recognized today as being a major actor in the processes of dialogue, sharing and learning for qualitative change in education aimed at promoting Africa's development; forums, special events about a variety of themes, in the continent and outside, and publications are the activities of ADEA.

Programmes and initiatives

The most important program in higher education is the [Working Group on Higher Education](#) (ADEA-WGHE). The Working Group on Higher Education (WGHE) was established in 1989 to strengthen collaboration among African governments, development partners and tertiary education institutions to improve the effectiveness of development assistance, and more broadly, to support tertiary institutions in Africa by helping them to devise creative responses based on extensive understanding of the challenges the education sector in general, and the tertiary sector in particular face, and to promote consensus among governments and development partners around revitalization policies and strategies

Objectives:

- Region-wide free and open exchange on key issues of tertiary education among stakeholders and involving representatives of national and international, public and private institutions to promote increased understanding of the challenges to higher education, diffusion of innovative practices and awareness of needed reforms;
- Advocacy on the important role of tertiary education in socio-economic development, the link between tertiary education and the labour market, and the important role of tertiary education in improving quality at other levels of education;
- Capacity-building through funding of small-scale pilot initiatives.

Strategy:

- Support increased understanding of higher education challenges through analysis, information dissemination and advocacy on identified key issues;
- Bring together in issue-focused forums representatives of African tertiary institutions, donor agencies and government policy-making bodies to exchange perspectives and to build understanding;
- Collaborate and network with stakeholders and related agencies including professional bodies and nongovernmental agencies (NGOs) in the realization of the above-stated objectives.

Countries

All countries in Africa

Web site:

<http://www.adeanet.org/adeaPortal/accueil/welcome.jsp>

BIBLIOGRAPHIE

Secteur Bilatéral

Coopération universitaire au développement (CUD - Belgique), «Construire ensemble le savoir comme moteur de développement», Plan quinquennal 2003-2007, 2003, 69p.

<http://www.cud.be/images/stories/docs/cuip2.pdf>

Department for International Development (DFID), "Eliminating World Poverty, Making Governance Work for the Poor", White Paper 2006, 91p.

<http://www.dfid.gov.uk/Documents/publications/whitepaper2006/whitepaper-printer-friendly.pdf>

Department for International Development (DFID), "Higher Education", briefing paper, 2008, 14p. <http://www.dfid.gov.uk/Documents/publications/briefing-higher-educ-5.pdf>

Direction du développement et de la coopération (DDC Suisse), «Plan directeur de recherche 2008-2011», Domaine développement et coopération, 54p.

http://www.deza.admin.ch/ressources/resource_fr_157189.pdf

France coopération (France Diplomatie), «Politique française en matière d'aide publique au développement», priorités stratégiques, en date du 3 novembre 2008.

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/aide-au-developpement_1060/politique-francaise_3024/priorites-strategiques_5156/index.html

Ministère des Affaires étrangères et européennes et France coopération, «Mémorandum de la France sur ses politiques et programmes en matière d'aide publique au développement», 2007, 90p.

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Memorandum_France_2008_v_1.5_mission_a_Paris.pdf

Norwegian Centre for International Cooperation in Higher Education (SIU), "Annual Report 2007", 2007, 16p. <http://www.siu.no/en/Conferences-and-publications/Publications/SIU-Annual-Report-2007>

Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA), "Support to National Research Development", Guidelines Edition 2008, 59p.

Rath, Amitav, Gunilla Bjorklund, Mary Ann Lansang, Oliver Saasa, Francisco Sagasti, "SAREC Support to International and Regional Thematic Research Programs, 2000-2005", Sida Evaluation, 06/40 :1, Department for Evaluation and Internal Audit, 2006, 122p.

Multilatéral

African Union, "Establishing Pan African Universities in the Decade of Education for Africa", Department of Human Resources, Science and Technology, Second session of the Bureau of the Conference of Ministers of Education of the African Union (COMEDAF III), Concept Paper, Draft 2, August 2008, 10p.

African Union, "Second decade of Education for Africa (2006-2015)", Draft Plan of Action, 2006, 63p.

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, Organisation de Coopération et de Développement économiques, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE, CEDEAO), «Perspectives ouest-africaines, les ressources pour le développement», Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, 2009, 116p.

Commission des communautés européennes (CCE), «La stratégie de l'UE pour l'Afrique : vers un pacte euro-africain pour accélérer le développement de l'Afrique», Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social européen, 2005, 48p. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2005:0489:FIN:FR:PDF>

Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO). «Nouvelles dynamiques pour l'enseignement supérieur et la recherche : stratégies pour le changement et le développement», Préparation de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur (CMES), Conférence régionale sur l'enseignement supérieur en Afrique (CRESA), Dakar, Sénégal, 10 au 13 novembre 2008.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), "OECD and Africa", Center for Co-operation with non-members, 2008, 52p.

Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), Banque mondiale, «L'enseignement supérieur transnational, un levier pour le développement», Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement, 2007, 240p.

Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE), «L'Afrique :réforme et croissance», Séminaires du Centre de Développement, 2000, 213p.

Institutions financières

Banque mondiale, «L'enseignement supérieur comme moteur du développement économique en Afrique Sub-Saharienne», 2008, 214p. Synopsis du document en anglais: http://siteresources.worldbank.org/EXTAFRREGTOPEducation/Resources/ACU_Synopsis_ENG_TYPESET_RIGHT.pdf

Bloom, David, David Canning, Kevin Chan (2005), "Higher Education and Economic Development in Africa", World Bank, 2005, 87p. http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/278200-1099079877269/547664-1099079956815/HigherEd_Econ_Growth_Africa.pdf

Fielden, John. (2008) "Global Trends in University Governance", Education Working paper Series 9, World Bank, 2008, 70p. http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/278200-1099079877269/547664-1099079956815/Global_Trends_University_Governance_webversion.pdf

Hanushek, Eric A., and Ludger Wößmann. "Education Quality and Economic Growth", World Bank, 2007, 39p. http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/278200-1099079877269/547664-1099079934475/Edu_Quality_Economic_Growth.pdf

Groupe de la Banque africaine de développement, «Stratégie pour l'enseignement supérieur, la science et la technologie», Département des politiques opérationnelles et des normes (ORPC), Département du développement humain (OSHD), document révisé en février 2008. <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/10000019-FR-STRATEGIE-POUR-LENSEIGNEMENT-SUPERIEUR-LA-SCIENCE-ET-LA-TECHNOLOGIE.PDF>

Task Force on Higher Education and Society (World Bank/UNESCO). "Higher Education in Developing Countries: Peril and Promise", World Bank, 2000, 138p. http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/278200-1099079877269/547664-1099079956815/peril_promise_en.pdf

Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), «Programme économique régional (PER) 2006-2010, Volume I: Diagnostic, vision et stratégie», 2006, 65p.

Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), «Programme économique régional (PER) 2006-2010, Volume II: Le programme d'actions», 2006, 84p.

Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), «Programme économique régional (PER) 2006-2010, Volume IV: Fiches de projet», 2006, 289p.

World Bank (2003) "Improving Tertiary Education in Sub-Saharan Africa: Things that Work! " Report of a regional training conference held in Accra, Ghana on September 22-25, 2003, <http://go.worldbank.org/O7WCUFC410>

Fondations privées

Holtland, G. and A. Boeren (2006) "Achieving the Millennium Development Goals in Sub-Saharan Africa: the role of international capacity building programmes for higher education and research", NUFFIC. www.nuffic.nl/pdf/os/Achieving-millennium-goals.pdf

The Ford Foundation, "Pathways to Higher Education, A Ford Foundation global initiative for promoting inclusiveness in higher education", 2008, 23p. http://www.fordfound.org/pdfs/impact/pathways_to_higher_education.pdf

Association, réseaux et autres acteurs institutionnels

Africa-U.S. Higher Education Initiative, "Building Human Capacity for the Future", Summary of tentative Plans and Progress to Date :November 2008.

AUA/AAU, "Core Program of Activities", 2005-2009, 22p. <http://www.aau.org/coreprog/0509/CP2005-09.pdf>

CODESRIA, «Consolidation et renouveau de la recherche sociale en Afrique», Document du Plan stratégique, 2007-2011, 47p. http://www.codesria.org/French/pdf_files/plan_strategique.pdf

Commonwealth Scholarships Commission, "48th Annual Report to the Secretary of State for International Development", for the year ending 30 September 2007, 56p.

Harle, Jonathan, "Frameworks for Africa-UK Research Collaboration in the Social Sciences and Humanities", African University Perspectives, The Association of Commonwealth Universities (ACU), 54p.

Higher Education for Development (HED), Annual Report 2008, 16p. <http://www.hedprogram.org/Portals/0/PDFs/HED%202008%20Annual%20Report.pdf>

Morfit, Christine, Jane Gore, P.Bai Akridge, "U.S.-Africa Higher Education Partnerships : A Decade of Experience, 2008, 50p.

Autre référence

Morin, Sophie. «Analyse des impacts de la mondialisation sur l'éducation au Québec, Mondialisation et intégration des systèmes d'études supérieures : mythes ou réalité? 1^{ière} partie : les grands ensembles internationaux.», LEPPM, 2006, 14p.

http://www.leppm.enap.ca/LEPPM/docs/Rapports_education/Rapport_2_education.pdf

Sites Internet consultés, secteur bilatéral

ACDI

<http://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/Fr/JUD-112910598-LRH?OpenDocument>

<http://www.acdi-cida.gc.ca/President/CanadaCorps.nsf/vLUWebDocFr/59EC519D013D3F7E85257218005811AA?OpenDocument&Tab4>

AFD

<http://www.afd.fr/jahia/Jahia/home/Portail-Projets/Education>

Belgique

<http://www.cud.be/content/view/408/343/lang,/>

<http://www.cud.be/content/view/461/264/lang,/>

<http://www.btctb.org/showpage.asp?iPageID=276>

BMZ

<http://www.bmz.de/en/issues/Education/engagement/hochschulbildung/index.html>

DDC Suisse

http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Activites/Connaissance_des_processus_methodologique_Recherche/Recherche

DFID

<http://www.dfid.gov.uk/global-issues/how-we-fight-poverty/education/>

<http://www.britishcouncil.org/delphe-what-is-delphe.htm?mtklink=delphe-homepage-mt-link-what-is-delphe>

GTZ

<http://www.gtz.de/en/themen/soziale-entwicklung/bildung/7106.htm>

NORAD

<http://www.siu.no/en/Programme-overview>

NUFFIC

<http://www.nuffic.nl/international-organizations/services/capacity-building>

SIDA

http://www.sida.se/?language=en_us

http://www.sida.se/sida/jsp/sida.jsp?d=667&a=4452&language=en_US

http://www.sida.org/?d=254&a=4508&language=en_US

USAID

<http://www.hedprogram.org/>

http://www.usaid.gov/our_work/education_and_universities/higher-ed/index.html

<http://www.africa-initiative.org/>

Sites Internet consultés, secteur multilatéral

AUF

<http://www.auf.org>

<http://www.auf.org/l-auf/nos-programmes/accueil.html>

OCDE

<http://www.afd.fr/jahia/Jahia/home/Portail-Projets/Education>

UNESCO

<http://portal.unesco.org/education/en/ev.php->

[URL_ID=26596&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html](http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=26596&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html)

Union européenne

http://ec.europa.eu/development/policies/9interventionareas/humandev/humandeveduc_en.cfm

http://cordis.europa.eu/fp7/faq_fr.html

Sites Internet consultés, secteur des institutions financières

Banque mondiale

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTEDUCATION/0,,contentMDK:20298183~menuPK:617592~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:282386,00.html>

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/WBI/WBIPROGRAMS/KFDLP/0,,menuPK:461238~pagePK:64156143~piPK:64154155~theSitePK:461198,00.html>

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/EXTAFRREGTOPEUCATION/0,,contentMDK:21678040~menuPK:4762592~pagePK:34004173~piPK:34003707~theSitePK:444708,00.html>

Banque africaine de développement

<http://www.afdb.org/fr/topics-sectors/sectors/education/>

<http://www.afdb.org/fr/news-events/article/ecowas-afdb-group-supports-science-and-technology-education-project-4422/>

<http://www.afdb.org/fr/documents/>

UEMOA

<http://www.uemoa.int/index.htm>

Sites Internet consultés, secteur des Fondations privées

PHEA

<http://www.foundation-partnership.org/index.php?id=1>

Ford Foundation

<http://www.fordfound.org/fields/education/overview>

Kresge Foundation

http://www.kresge.org/index.php/what/south_africa_initiative/

MacArthur Foundation

<http://www.macfound.org/site/?c=1kLXJ8MQKrH&b=939141>

Hewlett Foundation

<http://www.hewlett.org/programs/education-program>

Carnegie Corporation

<http://www.macfound.org/site/?c=1kLXJ8MQKrH&b=939141>

Sites Internet consultés, secteur des associations, réseaux et autres acteurs institutionnels

Association des universités africaines

<http://www.aau.org>

ACU

<http://www.acu.ac.uk/cgi-bin/frameset.pl?ml=aboutacu&sl=aboutacu&select=aboutacu>
<http://www.acu.ac.uk/researchmanagement/>

ADEA

<http://www.acu.ac.uk/researchmanagement/>

CAMES

<http://www.cames.bf.refer.org/spip.php?rubrique1>

CASE

<http://www.case.org/container.cfm?CONTAINERID=40&CRUMB=2&NAVID=54>
<http://www.case.org/Content/AboutCASE/Display.cfm?CONTAINERID=40&CONTENTITEMID=8048>

CODESRIA

<http://www.codesria.org/French/default.htm>

CRUFAOCI

<http://www.crufaoci.bf.refer.org/>

CSC

<http://www.cscuk.org.uk/index.asp>

EPA

<http://www.britishcouncil.org/learning-epa.htm>

REESAO

<http://www.univ-lome.tg/spip.php?article21>

SARIMA

http://www.sarima.co.za/index.php?option=com_frontpage&Itemid=1

WARIMA

<http://www.warima.org/backto.asp>